Republika y'Uburundi
République du Burundi



Annexes du Plan sectoriel de développement de l'éducation et de la formation

Juillet 2012

ANNEXE 7.1 : INDICATEURS DE BASE, MATRICE DE SUIVI

Des indicateurs ont été identifiés tout au long des travaux sur le PSDEF pour mesurer l'effet des politiques ou pour permettre le suivi de la mise en œuvre des activités. Les indicateurs retenus dans la a batterie des indicateurs présentée ci-dessous est conçue pour structurer le dialogue sectoriel. Ces indicateurs ont été choisis parce qu'ils sont sous la maitrise des Ministères et ont une place critique dans la réussite des principales politiques.

Piliers	Sous objectifs	Résultats attendus / Objectifs	Indicateurs	Année de base	Valeurs attendues				Moyens de vérification	Responsable	Date de production
				2010-11	2013	2014	2015	2020			
1. Accès	**Amélioration de l'accès au préscolaire**	La communauté participe encore plus à l'encadrement de la petite enfance	% d'enfants dans le communautaire	66%	75%	77%	79%	86%	Annuaire	BPE	Mai
		Le préscolaire communautaire est subventionné	Subvention par enfant du communautaire en Fbu	0	0	12 283	12 595	14 278	Rapport	DGF/DPE	Mars
	Améliorer l'accès et l'achèvement	Le taux d'achèvement augmente	TAP	56 %	66 %	70 %	78 %	94 %	Annuaire	BPE	Mai

Piliers	Sous objectifs	Résultats attendus / Objectifs	Indicateurs	Année de base	Valeurs attendues				Moyens de vérification	Responsable	Date de production
				2010-11	2013	2014	2015	2020			
1. Accès (suite)	**Améliorer l'accès et l'achèvement (suite)**	Les taux de redoublement au fondamental baissent	Taux de re-doublement cycle 1	33%	24%	19%	14%	5%	Annuaire	BPE	Mai
			Taux de re-doublement cycle 2	30%	23%	20%	17%	10%	Annuaire	BPE	Mai
			Taux de re-doublement cycle 3	40%	30%	25%	20%	10%	Annuaire	BPE	Mai
		La proportion de groupes pédagogiques en double vacation diminue dans le public	La propor-tion de groupes pédagogiques en double vacation	57%	49%	45%	41%	20%	Annuaire	BPE	Mai
		L'aide aux familles défavorisées et aux enfants à besoins spéciaux augmente	% d'élèves aidés	0%	0%	5%	5%	5%	Rapport ONG	ONG	Mai
	Améliorer l'accès au Fondamental 4	La transition entre la 6ème année et la 7ème année augmente	Taux de transition entre la 6ème et la 7ème année	40%	52%	58%	64%	80%	Résultats du concours	BPE	Juin
		Les internats au niveau du fondamental ferment progressivement.	% d'élèves internes	4%	2%	1%	1%	0%	Etat financier des subsides	DES	Décembre

Piliers	Sous objectifs	Résultats attendus / Objectifs	Indicateurs	Année de base 2010-11	Valeurs attendues				Moyens de vérification	Responsable	Date de production
					2013	2014	2015	2020			
1. Accès (suite)	**Améliorer l'accès au Fondamental 4 (suite)**	Le taux de redoublement au fondamental 4 est maitrisé	Taux de re-doublement cycle 4	29%	26%	16%	11%	8%	Annuaire	BPE	Mai
	Améliorer et maitriser l'accès au secondaire	Transition fondamental/post fondamental	Taux de transition post fondamental	60%	56%	54%	47%	27%	Résultats du concours	BPE	Juillet
		Le nombre d'élèves en internat au secondaire général est limité à la capacité initiale (offre existante collège + lycée)	Nombre d'élèves en internat	28 666	28 963	28 963	28 963	30 000	Etat financier des subsides	DES	Décembre
	Améliorer l'accès à l'enseignement des métiers, à la formation professionnelle et à la formation artisanale	La capacité d'accueil de l'enseignement des métiers augmente	Nombre d'apprenants dans les CEM	4 075	6 895	8 304	9 714	16 764	Annuaire	BPE	Mai
		L'importance de l'offre publique de formation modulaire dans l'enseignement des métiers augmente	% d'élèves en formation modulaire	14%	15%	15%	16%	16%	Annuaire	BPE	Mai

Piliers	Sous objectifs	Résultats attendus / Objectifs	Indicateurs	Année de base 2010-11	Valeurs attendues				Moyens de vérification	Responsable	Date de production
					2013	2014	2015	2020			
1. Accès (suite et fin)	**Améliorer l'accès à l'enseignement des métiers, à la formation professionnelle et à la formation artisanale (suite)**	La capacité d'accueil de la formation professionnelle augmente	Nombre d'apprenants dans la formation professionnelle	2 245	2 453	2 557	2 764	3 801	Annuaire	BPE	Mai
		L'offre publique de formation dans les CFA s'accroit	Nombre d'élèves dans les CFA public	35	72	90	109	200	Annuaire	BPE	Mai
	Améliorer et diversifier l'offre de formation dans le supérieur	Le nombre d'étudiants boursiers est contenu (contingentement)	Nombre d'étudiants boursiers du public	10 539	10 487	10 418	10 322	9 420	Rapport	Direction des bourses	Décembre
			Nombre d'étudiants boursiers du privé	3 523	3 518	3 515	3 513	3 500	Rapport	Direction des bourses	Décembre
		Une offre de formation professionnelle courte post secondaire d'une durée de 2 ans est mise en place	Nombre d'étudiants dans la formation professionnelle post secondaire courte	0	0	714	1 429	5 000	Annuaire	BPE	Mai

Piliers	Sous objectifs	Résultats attendus / Objectifs	Indicateurs	Année de base	Valeurs attendues				Moyens de vérification	Responsable	Date de production
				2010-11	2013	2014	2015	2020			
2. Qualité	**Améliorer la qualité du préscolaire**	Les nouveaux programmes du préscolaire sont mis en place	100% des structures du préscolaire mettent en œuvre les nouveaux programmes	0		100%			Rapport	DGBP	Décembre
	Améliorer la qualité de l'enseignement fondamental	Le recrutement des nouveaux enseignants est plus axé sur les titulaires d'un D7	% de D7 dans les nouveaux recrutements		%	%	%		rapport sur le recrutement des enseignants	DGRH	Avril
		La taille des groupes pédagogiques diminue dans le public	Nombre d'élèves par groupe pédagogique pour les cycles 1,2&3	55	53	53	52	50	Annuaire	BPE	Mai

Piliers	Sous objectifs	Résultats attendus / Objectifs	Indicateurs	Année de base 2010-11	Valeurs attendues				Moyens de vérification	Responsable	Date de production
					2013	2014	2015	2020			
2. Qualité (suite)	**Améliorer la qualité de l'enseignement fondamental**	La part allouée aux dépenses pédagogiques et de support dans les dépenses courantes augmente	% dépenses pédagogiques et de support dans les dépenses courantes totales au niveau des cycles 1,2&3	7%	8%	9%	10%	15%	Rapport sur dépenses éducation dans la loi de finances	BPE	Février
			% dépenses pédagogiques et de support dans les dépenses courantes totales au niveau du cycle 4	3%	6%	8%	10%	20%	Rapport sur dépenses éducation dans la loi de finances	BPE	Février
	Améliorer la qualité et la pertinence de l'enseignement secondaire	Les taux de redoublement au niveau du secondaire général et pédagogique baissent	Taux de re-doublement du secondaire général	18%	16%	15%	14%	10%	Annuaire	BPE	Mai
			Taux de re-doublement du secondaire pédagogique	17%	15%	14%	14%	10%	Annuaire	BPE	Mai

Piliers	Sous objectifs	Résultats attendus / Objectifs	Indicateurs	Année de base 2010-11	Valeurs attendues				Moyens de vérification	Responsable	Date de production
					2013	2014	2015	2020			
2. Qualité (suite)	**Améliorer la qualité et la pertinence de l'enseignement secondaire (suite)**	Le taux de redoublement au niveau du secondaire technique est stable à un niveau faible	Taux de re-doublement du secondaire technique	8%	8%	8%	8%	8%	Annuaire	BPE	Mai
		La part allouée aux dépenses pédagogiques et de support dans les dépenses courantes augmente	% dépenses pédagogiques et de support dans les dépenses courantes totales pour l'enseigne-ment secondaire général et pédagogique	2%	4%	5%	6%	12%	Rapport sur dépenses éducation dans la loi de finances	BPE	Février
			% dépenses pédagogiques et de support dans les dépenses courantes totales pour l'enseigne-ment secondaire technique	9%	10%	11%	12%	15%	Rapport sur dépenses éducation dans la loi de finances	BPE	Février

Piliers	Sous objectifs	Résultats attendus / Objectifs	Indicateurs	Année de base 2010-11	Valeurs attendues				Moyens de vérification	Responsable	Date de production
					2013	2014	2015	2020			
2. Qualité (suite et fin)	**Améliorer la qualité de l'enseignement des métiers et de la formation professionnelle**	La part des dépenses courantes dans les CEM consacrée au fonctionnement (hors salaires des formateurs) augmente	% dépenses courantes dans les CEM consacré au fonctionnement (hors salaires des formateurs) des CEM	31%	39%	43%	47%	59%	Rapport sur dépenses éducation dans la loi de finances	BPE	Février
		La part des dépenses courantes dans les centres consacrée au fonctionnement (hors salaires des formateurs) augmente	% dépenses courantes dans les CFPP/CFP consacré au fonctionnement (hors salaires des formateurs) des CFPP/CFP	6%	7%	7%	8%	9%	Rapport sur dépenses éducation dans la loi de finances	BPE	Février
	Améliorer la qualité et l'efficacité de l'enseignement supérieur	La part des dépenses courantes du sous-secteur consacrée au fonctionnement des établissements publics augmente	% des dépenses courantes du sous-secteur consacrées au fonctionnement des établissements publics	43%	43%	42%	42%	41%	Rapport sur dépenses éducation dans la loi de finances	BPE	Février

Piliers	Sous objectifs	Résultats attendus / Objectifs	Indicateurs	Année de base 2010-11	Valeurs attendues				Moyens de vérification	Responsable	Date de production
					2013	2014	2015	2020			
3. Gestion et pilotage	**Améliorer la décentralisation et la déconcentration**	Les communes construisent par délégation de maitrise d'ouvrage X% des salles de classes	% des salles de classes construites par les communes		%	%	%	%	Rapport sur les constructions scolaires sur le FCE	DGF	Janvier
		% des dépenses courantes hors masse salariale sont alloués aux structures déconcentrées	% des dépenses courantes alloué aux structures déconcentrées hors masse salariale		%	%	%	%	Rapport sur dépenses éducation dans la loi de finances	BPE	Février
	Améliorer la gestion des ressources humaines	Le taux d'aléa dans l'allocation des enseignants est réduit	taux d'aléa dans l'allocation des enseignants	44	30	25	20	10	Annuaire	BPE	Mai
	Améliorer la gestion pédagogique	Les curricula et les supports pédagogiques sont disponibles en fonction du calendrier de la réforme des curricula	Les profils de sortie sont disponibles		oui				Texte réglementaire examen	DGBP	Décembre 12
			Le plan d'action de l'élaboration et de la mise en œuvre de la réforme des curricula est disponible		oui				Plan d'action	DGBP	Décembre 12

Piliers	Sous objectifs	Résultats attendus / Objectifs	Indicateurs	Année de base 2010-11	Valeurs attendues				Moyens de vérification	Responsable	Date de production
					2013	2014	2015	2020			
3. Gestion et pilotage (suite)	**Améliorer la gestion pédagogique**	Les curricula et les supports pédagogiques sont disponibles en fonction du calendrier de la réforme des curricula (suite)	Les programmes sont disponibles progressivement		7AF révisé, Support 7AF, 8AF et support 8AF	9AF, Support 9AF,3AS,supports, mise en cohérence 1AF à 6AF	2AS, 1AS, Ecoles normales, ENS, IIAP	Mise en œuvre à 100% de la réforme curriculaire	Rapport de la DGBP et de l'IGE sur la réforme curriculaire	DGBP	Juin
	Améliorer le pilotage	Annuaire produit annuellement au mois de mai	Données statistiques disponibles annuellement au mois de mai		oui	oui	oui	oui	Données disponibles	BPE	Mai
		% des élèves orientés dans les filières scientifique et technique du post fondamental	% des élèves orientés dans les filières scientifique et technique du post fondamental		%	%	%	%	BPE	Mai	Septembre
		Environ 30 % des ressources courantes de l'Etat hors DT sont alloués annuellement au secteur de l'éducation	% des ressources courantes de l'Etat hors DT allouées au secteur	29,3%	29,3%	29,3%	29,3%	29,3%	Rapport sur dépenses éducation dans la loi de finances	BPE	Février

ANNEXE 7.2 : CADRE LOGIQUE DU PSDEF (les cibles des indicateurs sont explicites dans la matrice de suivi, annexe 7.1)

1- Amélioration de l'accès		
1.1 : Améliorer l'accès au Préscolaire		
Stratégie	***Indicateurs***	***Suivi / Observations***
➢ ***Améliorer l'accès au préscolaire*** ➢ ***Promouvoir le développement du Préscolaire communautaire ;***	- *Le TBS du préscolaire* - *enfants du préscolaire scolarisés dans le communautaire*	*- Annuaires statistiques /BPE*
Activités		
1.1.01 : Sensibilisation de la population et de l'administration locale **1.1.02 :** Mise en place des mécanismes de suivi de la subvention destinée aux écoles du préscolaire communautaire **1.1.03 :** Formation des parents sur la gestion de la subvention **1.1.04 :** Mise en place de la subvention aux structures communautaires du préscolaire **1.1.05 :** Formation des parents sur les questions d'éveil à l'endroit des petites filles et des petits garçons **1.1.06 :** Enquête pour l'évaluation de la prise en compte des questions d'éveil par les parents **1.1.07** : Amélioration des moyens de fonctionnement des structures du préscolaire public	- *nombre de structures communautaires du préscolaire ouvertes* - *nombre de structures bénéficiant de la subvention* - *nombre d'ateliers tenus par an* - *subvention inscrite dans le plan d'action du Ministère* - *Nombre de parents formés par an* - *Rapport d'enquête produit* - *% d'augmentation de la dotation de fonctionnement des structures du préscolaire public*	*- Rapport annuel/DPE* *- Rapport annuel/DPE* *- Plan d'actions/BPE* *- Rapport annuel/DPE* *- Rapport annuel/DPE* *- Rapport sur les dépenses éducation dans la loi de finances/BPE*
1.2 : Améliorer l'accès et l'achèvement au Fondamental		
Stratégie	***Indicateurs***	***Suivi / Observations***
➢ ***Améliorer la scolarisation primaire universelle*** ➢ ***Mettre en place progressivement la réforme du fondamental*** ➢ ***Mettre en place une offre de formation pour les enfants déscolarisés ou non scolarisés (9 à 14 ans)***	- *le taux d'accès en 6ème année;* - *nouveaux entrants en 7AF :* - *nombre enfants déscolarisés/non scolarisés pris en charge*	*Annuaires statistiques/BPE*
1.2.1 Améliorer l'accès et l'achèvement aux trois premiers cycles du Fondamental		
Stratégie	***Indicateurs***	***Suivi / Observations***
- Augmenter les capacités d'accueil des écoles fondamentales (3 cycles) *- Rationaliser la gestion des enseignants et des classes* *- Réduire les redoublements et les abandons scolaires en veillant à l'aspect équité genre* *- Stimuler la demande de scolarisation spécialement dans les provinces à faible taux de scolarisation de filles* *- Améliorer l'accès des enfants à besoin spécifiques y compris les filles*	- *-SDC construites* - *% des GP en DV par an* - *Horaire hebdomadaire effectif pour les GP en DV* - *taux de redoublement*	*Rapport du BISEM* *Annuaires statistiques/BPE* *Rapport/IGE* *Annuaires statistiques/BPE*

Activités		
Stratégie	***Indicateurs***	***Suivi / Observations***
1.2.1.01 : Construction d'écoles ou de salles de classe	- *SDC construites*	*- Rapport /BISEM*
1.2.1.02 : Equipement des salles de classe	- *SDC de 1AF à 6AF équipées*	*- Rapport/BISEM*
1.2.1.03 : Réhabilitation d'écoles et de salles de classes	- *salles de classe réhabilitées*	*- Rapport/BISEM*
1.2.1.04 : Construction de latrines séparées pour filles et garçons	- *écoles équipées en latrines séparées*	*- Rapport/BISEM* *- Rapport/BISEM*
1.2.1.05 : Bornage des propriétés scolaires	- *propriétés bornées en milieu urbain*	*- Rapport/DGRH*
1.2.1.06 : Recrutement d'enseignants	- *enseignants recrutés pour les trois premiers cycles du fondamental*	*- Annuaires statistiques /BPE*
1.2.1.07 : Poursuite du redéploiement des enseignants	- *Ratio élève maitre minimale et maximale*	*- Rapport /DGRH*
1.2.1.08 : Réglementation de la suppléance et réduction du taux de suppléance.	- *% d'enseignants suppléants*	
1.2.1.09 : Suppression progressive des demi-services.	- *27 heures hebdomadaires de service pour les enseignants en double vacation*	*- Ordonnance/SP*
1.2.1.10 : Versement d'une subvention aux écoles en compensation de la suppression des frais de scolarité	- *budget alloué aux écoles fondamentales*	*- Rapport sur les dépenses éducation dans la loi de finances/BPE*
1.2.1.11 : Elaboration d'Instruments permettant l'harmonisation des critères d'évaluation des apprentissages	- *Texte harmonisant les méthodes d'évaluation*	*- Décision ministérielle/SP +Rapport*
1.2.1.12 : Diffusion et suivi de ces instruments	- *Rapport de suivi inspection et bureau d'évaluation*	*- Rapport/IGE*
1.2.1.13 : Désignation d'une structure de suivi/évaluation de la mise en place de la politique de réduction du redoublement	- *la structure en charge du suivi de la mise en œuvre de la politique de réduction du redoublement est désignée*	*- Décision ministérielle/SP*
1.2.1.14 : Sensibilisation de tous les acteurs de l'éducation sur les méfaits du redoublement (les directeurs, les enseignants, les parents ...).	- *nombre d'acteurs sensibilisés sur les questions de redoublement*	*- Rapports/ IGE*
1.2.1.15 : Instauration de la promotion semi-automatique (pas de redoublement à l'intérieur du cycle)	- *ordonnance instaurant la promotion semi-automatique adopté et mis en œuvre,*	*- Ordonnance/SP*
1.2.1.16 : Elaboration et application stricte d'un texte instruisant la prohibition de l'exclusion scolaire.	- *Directives du Ministre*	*- Directives/SP*
1.2.1.17 : Elaboration d'une politique d'alimentation, de santé et d'hygiène scolaire.	- *Politique d'alimentation, de santé et d'hygiène scolaire adoptée*	*- Document de politique/BPE*
1.2.1.18 Maintien de l'alimentation scolaire dans les zones d'insécurité alimentaire.	- *Nombre de cantines scolaires fonctionnelles,*	*- Rapport/IGE*
1.2.1.19 : Identification et mise en œuvre de mesures d'incitation pour les enfants en situation spécifique notamment les filles	- *Mesures d'incitation à la scolarisation des enfants à besoins spécifiques identifiées et mise en œuvre*	
1.2.2 : Mettre en place progressivement la réforme du fondamental		
Stratégie	***Indicateurs***	***Suivi / Observations***
- Améliorer la transition entre la 6AF et la 9AF *- Supprimer progressivement le collège*	- *le taux de transition entre la 6ème et la 7ème année*	*- Annuaires statistiques /BPE*
- Rationaliser le recrutement des enseignants	- *100% des nouveaux enseignants recrutés du F4 sont des D7*	*- Rapport/DGRH*

Activités		
Stratégie	***Indicateurs***	***Suivi / Observations***
1.2.2.01 : Mise en place de mesures pour alléger les conditions du concours pour augmenter l'accès en 7AF, ***1.2.2.02*** : Suppression de l'entrée au collège à partir de la rentrée 2012-2013 ***1.2.2.03*** : Affectation des salles de classe libérées progressivement par la suppression du collège au Fondamental 4, ***1.2.2.04*** : Construction de salles de classes pour le F4, ***1.2.2.05*** : Equipement des salles de classe ***1.2.2.06*** : Recrutement d'enseignants D7 pour le F4 ***1.2.2.07*** : Redéploiement progressif des enseignants des collèges dans le F4 ***1.2.2.08*** : Suppression progressive des internats pour les élèves des collèges	- *le taux de transition entre la 6ème et la 7ème année* - *Ordonnance diffusée* - *Aucun GP du secondaire installé dans les classes précédemment utilisées par le collège* - *Nouvelles salles de classe construites pour le F4* - *salles de classe équipées* - *enseignants D7 recrutés pour le F4* - *nombre d'enseignants dans les classes de 7AF à 9AF* - *nombre d'élèves de collège dans les internats*	*- Annuaires statistiques /BPE* *- Texte/SP* *- Rapport de rentrée/IGE* *- Rapport/BISEM* *- Rapport/BISEM* *- Rapport/DGRH* *- Annuaires statistiques /BPE* *- Rapport/DGF*
1.2. 3 : Préparer et mettre en place progressivement une offre de formation pour les enfants déscolarisés ou non scolarisé âgés de 9 à 14 ans		
Stratégie	***Indicateurs***	***Suivi / Observations***
- Elaborer une politique nationale d'éducation de base pour les enfants déscolarisés ou non scolarisés *- Développer l'offre en faveur des Enfants non scolarisés ou déscolarisés*	- *Politique nationale élaborée et adoptée* - *effectif des enfants accueillis*	*- Document de politique/SP* *- Annuaires statistiques /BPE*
Activités		
1.2.3.01 : *Réalisation d'une étude sur les profils des enfants déscolarisés (âge, sexe, résidence, fratrie, occupation…)* ***1.2.3.02 :*** *Développement d'une politique nationale d'éducation de base pour ces enfants* ***1.2.3.03 :*** *Elaboration des programmes de formation* ***1.2.3.04 :*** *Mise en place des actions pilotes*	- *profils des bénéficiaires identifiés* - *politique adoptée* - *programmes élaborés* - *nombre d'actions pilotes démarrées*	*Rapport d'étude* *Programmes de formation* *TDR*
1.3 : Maitriser l'accès au Secondaire		
Stratégie	***Indicateurs***	***Suivi / Observations***
➢ ***Maitriser l'accès à l'enseignement Post fondamental*** ➢ ***Améliorer les conditions d'accueil dans les lycées*** ➢ ***Limiter l'accès aux internats*** ➢ ***Réformer les filières pédagogiques***	- *le taux de transition au secondaire;* - *SDC sont construites dans les lycées par an* - *le nombre d'élèves en internat;* - *le nombre d'élèves dans les lycées pédagogiques ;* - *le nombre d'élèves en formation pédagogique de 1 an.*	*- Annuaires statistiques /BPE* *- Rapport/BISEM* *- Rapport/DGF* *- Annuaires statistiques /BPE* *- Annuaires statistiques /BPE*

Activités		
Stratégie	***Indicateurs***	***Suivi / Observations***
1.3.01 : Instauration d'un examen concours à la fin du fondamental	- *l'examen de fin du fondamental, est organisé*	*- Résultats de l'examen/BE*
1.3.02 : Construction de salles de classe	- *SDC construites*	*- Rapport /BISEM*
1.3.03 : Réhabilitation des lycées		
1.3.04 : Equipement des Lycées	- *classes réhabilitées*	*- Rapport/BISEM*
1.3.05 : Elaboration et mise en œuvre de critères d'accès aux internats	- *SDC équipés*	*- Rapport/BISEM*
1.3.06 : Suppression progressive de la filière LP	- *adoption d'un texte fixant les critères d'accès aux internats*	*- Texte/SP*
1.3.07 : Plafonnement de l'accès à la formation pédagogique d'un an	- *tarissement du recrutement en 1ère année des LP*	*- Annuaires statistiques /BPE*
	- *nombre annuel d'élèves dans les formations pédagogiques d'un an*	*- Annuaires statistiques /BPE*
1.4 : Améliorer l'accès à l'enseignement des métiers et à la formation professionnelle et restructurer l'accès au Secondaire technique		
Stratégie	***Indicateurs***	***Suivi / Observations***
➢ ***Maitriser l'accès aux lycées techniques ;***	- *le nombre d'élèves dans l'enseignement secondaire technique*	*- Annuaires statistiques /BPE*
➢ ***Supprimer progressivement les collèges techniques ;***	- *le nombre d'élèves dans les collèges techniques*	
➢ ***Améliorer l'accès aux CEM (un CEM par Unité administrative communale)***	- *le nombre d'apprenants dans les CEM*	
➢ ***Améliorer l'accès aux CFP (un CFP par province)***	- *nombre de CEM fonctionnels*	
➢ ***Faciliter le perfectionnement et la mise à jour des compétences des travailleurs en action***	- *le nombre d'apprenants dans la formation professionnelle*	
➢ ***Accroitre l'offre publique de formation dans les CFA (artisanat)***	- *nombre de CFP fonctionnels*	
	- *effectif cadres perfectionnés*	
	- *le nombre d'élèves dans les CFA public*	
Activités		
1.4.01 : Instauration d'une mesure visant la réduction de l'accès aux collèges techniques	- *texte adopté*	*- Texte adopté/SP*
1.4.02 : Construction de CEM	- *nombre de CEM construits;*	*- Rapport /BISEM*
1.4.03 : Réhabilitation des CEM		
1.4.04 : Construction de CFP	- *nombre de CEM réhabilités*	*- Rapport /BISEM*
1.4.05 : Equipement de CEM		
1.4.06 : Equipement de CFP	- *nombre de CFP construits ;*	*- Rapport /BISEM*
1.4.07 : Identification des besoins de perfectionnement en collaboration avec les branches professionnelles		*- Rapport /BISEM*
	- *nombre de CEM équipés;*	*- Rapport /BISEM*
	- *nombre de CFP équipés*	*- Rapport/DGETEMFP*
1.4.08 : Identification des mécanismes et l'organisation des formations en collaboration avec les branches	- *relations avec les branches professionnelles mises en place*	
	- *accords de branches signés*	*- Rapport/DGETEMFP*
1.4.09 : Identification des mécanismes de financement	- *mécanismes de financement identifiés*	*- Rapport/DGETEMFP*
1.4.10 : Mise en place des formations en cours d'emploi	- *nombre de formations organisées et de cadres formés*	*- Rapport/DGETEMFP*

1.5 : Améliorer et diversifier l'accès à l'enseignement supérieur tout en maitrisant les effectifs		
Stratégie	***Indicateurs***	***Suivi / Observations***
➢ ***Améliorer la couverture de l'enseignement supérieur*** ➢ ***Maîtriser (contingentement) le nombre d'étudiants boursiers*** ➢ ***Mettre en place une offre de formation professionnelle courte post-secondaire*** ➢ ***Mettre en place une offre d'enseignement à distance***	- *le nombre d'étudiants/100000* - *le nombre d'étudiants boursiers du public* - *le nombre d'étudiants boursiers du privé* - *le nombre d'étudiants dans la formation professionnelle post-secondaire courte est de* - *le nombre d'étudiants inscrits dans la formation à distance*	*- Annuaires statistiques /BPE* *- Rapport/DGES* *- Rapport/DGES* *- Annuaires statistiques /BPE* *- Annuaires statistiques /BPE*
Activités		
1.5.01 : Construction de salles de cours ***1.5.02*** : Etudes de faisabilité (Faculté de médecine, logements étudiants) ***1.5.03*** : Constructions (amphithéâtres, ISP, CTA, faculté de médecine, ISST) ***1.5.04*** : Constructions de logements pour les étudiants ***1.5.05*** : Réhabilitation et assainissement (campus de Kiriri et autres campus) ***1.5.06*** : Equipement (Amphithéâtre, ISP, faculté de médecine, CTA, ISST) ***1.5.07*** Révision et application de critères de bourses privilégiant les inscrits dans les filières prioritaires ***1.5.08 :*** Réglementation du nombre de boursiers de l'enseignement supérieur public et privé à partir de 2013 ***1.5.09*** : Equipement télé-enseignement ***1.5.10*** : Equipement TIC ***1.5.11*** : Mise en réseau campus numérique	- *salles de cours construites ;* - *étude de faisabilité disponible* - *un ISP est construit;* - *un CTA construit* - *un ISST construit* - *état des travaux de construction de la faculté de médecine,* - *capacité d'accueil des logements pour étudiants,* - *état des travaux de réhabilitation* - *nombre d'établissements équipés* - *texte adoptant les nouveaux critères d'octroi des bourses,* - *le % d'étudiants boursiers dans le public* - *le % d'étudiants boursiers dans le privé,* - *le campus numérique équipé et mis en réseau*	*- Rapport/ MESRS*
1.6 : Améliorer et diversifier l'accès à l'alphabétisation		
Stratégie	***Indicateurs***	***Suivi / Observations***
➢ ***Diversifier et amélioration de l'offre d'alphabétisation*** ➢ ***Développer de partenariat autour de l'alphabétisation*** ➢ ***- Mettre en place de programmes de Post alphabétisation***	- *nombre de néo analphabètes formés;* - *nombre de partenaires intervenant dans le sous-secteur par an* - *programmes élaborés*	*Rapport annuel du Département de l'alphabétisation*

Activités		
Stratégie	***Indicateurs***	***Suivi / Observations***
1.6.01 : Organisation d'ateliers d'échanges avec les professionnels du sous-secteur ***1.6.02*** : Organisation de campagnes de sensibilisation à l'intention de tous les acteurs, ***1.6.03*** : Formation des alphabétiseurs au suivi et à l'encadrement. ***1.6.04*** : Mise en place de mécanismes d'incitation pour les alphabétiseurs bénévoles ***1.6.05*** : Amélioration du suivi, de l'encadrement et de l'évaluation des activités d'alphabétisation ***1.6.06 :*** Acquisition de Kits d'alphabétisation ***1.6.07*** : Elaboration de programme de post alphabétisation,	- *nombre d'ateliers organisés par an* - *nombre de personnes sensibilisées* - *Nombre d'alphabétiseurs formés par an* - *texte instaurant les primes aux bénévoles validé et signé* - *nombres d'alphabétiseurs ayant reçu des indemnités* - *rapport d'encadrement disponible* - *nombre de Kits acquis par an* - *nouveaux programmes disponibles*	*- Rapport annuel/DA*

2- Amélioration de la qualité et de la pertinence

2.1 : L'amélioration de la qualité des apprentissages du préscolaire

Stratégie	***Indicateurs***	***Suivi / Observations***
➢ ***Former des éducateurs sur les nouveaux programmes scolaires*** ➢ ***Mettre en place des nouveaux programmes*** ➢ ***Distribuer des kits ludiques aux structures communautaires.*** ➢ ***Améliorer l'environnement des structures publiques*** ➢ ***- Améliorer l'encadrement et le suivi évaluation***	- *Les nouveaux programmes sont appliqués dans le préscolaire* - *Le nombre de structures du préscolaire qui disposent de Kits*	*- Rapport/DPE*
Activités		
2.1.01 : Formation des éducateurs notamment en rapport avec la dimension genre ***2.1.02 :*** Diffusion des programmes et kits pédagogiques ***2.1.03 :*** Enquête d'évaluation incluant la dimension équité genre	- *nombres d'éducateurs formés* - *nombre de kits distribués* - *rapport d'enquête produit*	*- Rapport/DPE*

2.2 : Améliorer la qualité et l'efficacité de l'enseignement fondamental

Stratégie	***Indicateurs***	***Suivi / Observations***
➢ ***Elaborer de nouveaux programmes***	- *Les programmes révisés,*	*- Voir TDR sur la réforme des curricula en annexe du PSDEF* *- Annuaires statistiques/BPE*
➢ ***Améliorer l'encadrement pédagogique des élèves***	- *nombre d'élèves par groupe pédagogique pour les cycles 1,2&3 et pour le F4* - *la proportion de groupes pédagogiques en double vacation*	*- Annuaires statistiques/BPE*
➢ ***Améliorer le temps d'apprentissage dans le public***	- *l'horaire hebdomadaire des classes en DV*	*- Rapport/IGE*

Stratégie	*Indicateurs*	*Suivi / Observations*
➢ ***Rendre disponible en quantité suffisante le matériel pédagogique dans les écoles***	- *% des dépenses pédagogiques et de support dans les dépenses courantes totales au niveau des cycles 1,2&3*	*- Rapport sur les dépenses éducation dans la loi de finances/BPE*
➢ ***Augmenter la part des dépenses pédagogiques et de support dans les dépenses courantes***	- *% dépenses pédagogiques et de support dans les dépenses courantes totales au niveau du cycle 4*	*- Rapport sur les dépenses éducation dans la loi de finances/BPE*
➢ ***Améliorer la gestion des écoles***		
Activités		
2.2.01 : Production des anciens programmes pour le F4 tenant compte de dimension genre	- *PM (Travaux en cours)*	
2.2.02: Formation des enseignants du F4 sur les programmes du F4	- *nombre d'enseignants de 7AF formés*	*- Rapport/ DGBP*
2.2.03 : Refonte des programmes du fondamental (cycle 1, 2 et 3)	- *suivi spécifique*	
2.2.04 : Instauration de l'interdiction du redoublement en 9AF	- *texte adopté*	*- Décision ministérielle/SP*
2.2.05 : Mise en place d'un examen concours à la fin de la 9AF	- *examen mis en place*	*- Résultats examen/BE*
2.2.06 : Elimination des situations de double vacation (1 enseignant pour deux groupes pédagogiques successifs).	- *plus aucune situation de double vacation à un seul enseignant pour deux groupes pédagogiques successifs*	*- Annuaires statistiques/BPE*
2.2.07 : Diminution du nombre de situations de double vacation à deux enseignants pour deux groupes pédagogiques successifs.	- *le % des GP en DV*	*- Annuaires statistiques/BPE*
2.2.08 : Réduction de la taille des groupes pédagogiques dans le public	- *élèves par GP en 2010 ;*	*- Annuaires statistiques/BPE*
2.2.09: Modification des horaires réglementaires des classes fonctionnant en double vacation.	- *l'horaire hebdomadaire des classes en DV passe*	*- Rapport/IGE*
2.2.10 : Recrutement des enseignants en privilégiant les titulaires d'un D7 pour améliorer l'encadrement	- *effectif de D7 recrutés pour le Fondamental,*	*- Rapport/DGRH*
2.2.11 : Fixation réglementaire de critères d'évaluation des enfants et de décision de passage de classe, avec mise en place de délibérations collectives	- *texte réglementaire diffusé*	*- Directives/SP* *- Rapport/DGRH*
2.2.12 : Fourniture de moyens à l'encadrement des enseignants par les conseillers pédagogiques	- *nombre de nouveaux inspecteurs ou conseillers pédagogiques recrutés*	*- Rapport/IGE*
2.2.13: Fourniture de manuels scolaires, de guides du maître et d'autres matériels pédagogiques	- *nombre de manuels et guides distribués*	*- Rapport sur les dépenses éducation dans la loi de finances/BPE*
2.2.14 : Amélioration des moyens de fonctionnement des écoles	- *% d'augmentation des budgets de fonctionnement des écoles*	
2.2.15 : Renforcement des capacités techniques et managériales des directeurs d'écoles	- *nombre de directeurs d'école formés par an*	*Rapport/IGE*
2.2.16 : Renforcement des capacités des membres des comités de gestion	- *Nombre de personnes formées*	

2.3 : Améliorer la qualité et la pertinence de l'enseignement secondaire		
Stratégie	***Indicateurs***	***Suivi / Observations***
➢ ***Améliorer l'encadrement***	- *Ratio élèves par Groupe pédagogique*	*- Annuaires statistiques /BPE*
➢ ***Promouvoir les filières scientifiques et technologiques***	- *Evolution annuelle du % des élèves orientés dans les filières scientifiques et technologiques*	*- Annuaires statistiques /BPE*
➢ ***Accroître les dépenses de qualité des établissements***	- *% des salaires du personnel administratif dans les dépenses des établissements*	*- Rapport sur les dépenses éducation dans la loi de finances/BPE*
➢ ***Maîtriser les dépenses du personnel hors masse salariale des enseignants***		
➢ ***Réviser les curricula en lien avec la réforme du fondamental***	- *Programmes révisés disponibles*	
Activités		
2.3.01 : Réduction de la taille des groupes pédagogiques qui passeront de 46 à 40 élèves par GP.	- *ratio élèves/maître par Groupe pédagogique*	*- Annuaires statistiques /BPE*
2.3.02 : Accroissement de l'horaire effectif des enseignants qui passera de 12 h (16 séances de 45 mn) à 13 h (18 séances de 45 mn),	- *volume horaire effectif par enseignant*	*- Rapport/IGE*
2.3.03 : Acquisition de manuels, matériels didactiques et pédagogiques)	- *nombre de manuels distribués*	*- Rapport/IGE*
2.3.04 : Mise en place de bibliothèques dans les lycées	- *nombre de bibliothèques équipées*	*- Rapport/IGE*
2.3.05 : Révision des critères d'accès aux internats (priorité élèves des filières scientifiques et technologiques)	- *texte adopté*	*- Ordonnance/SP*
2.3.06 : Plafonnement des places d'internats à 30.000	- *effectif des élèves dans les internats*	*- Rapport/DGF*
2.3.07 : Révision des critères d'orientation des nouveaux entrants	- *% des élèves orientés dans les filières scientifiques et technologiques*	*- Annuaires statistiques /BPE*
2.3.08 : Réhabilitation et équipement des laboratoires des Lycées publics	- *Nombre de laboratoires réhabilités et équipés*	*- Rapport/BISEM*
2.3.09 : Révision des curricula en lien avec la réforme du fondamental	- *TDRs sur la réforme des curricula*	
2.4 : Améliorer la qualité, l'efficacité et la pertinence de l'enseignement des métiers, de la formation professionnelle et du secondaire technique		
Stratégie	***Indicateurs***	***Suivi / Observations***
➢ ***Structurer l'offre et de la gouvernance du sous-secteur autour de partenariat public-privé***	- *conventions de partenariat signées*	*- Rapport/DGETEMFP*
➢ ***Rechercher de nouvelles modalités de financement***	- *le fonds d'appui à la formation professionnelle mis en place*	
➢ ***Renforcer l'autonomie des établissements***	- *textes sur l'autonomie des établissements professionnels publiés*	
➢ ***Disponibiliser du matériel et des équipements dans les lycées techniques***	- *nombre de lycées équipés*	

Activités		
Stratégie	***Indicateurs***	***Suivi / Observations***
2.4.01 : Elaboration d'un cadre national des qualifications et certifications (CNQC).	- *le CNQC est publié*	- *Texte adopté/SP*
2.4.02 : Création d'une structure d'ingénierie de formation (CDCP)	- *CDCP créée et active*	- *Rapport d'activités/CDCP*
2.4.03 : Renforcement du management dans chaque CEM	- *nombre de conventions de partenariat signées*	- *Rapport/DGETEMFP*
2.4.04 : Insertion des formés dans les activités des CEM	- *existence d'un système de suivi des formés*	- *Rapport/DGETEMFP*
2.4.05 : Adoption des textes réglementent le cadre institutionnel (garantir l'autonomie de tous les établissements et l'implication du secteur privé dans la gestion des centres)	- *texte publié*	- *Texte réglementaire/SP*
2.4.06 : Renforcement des capacités de pilotage, de planification et de suivi-évaluation des administrations centrales	- *TDRs des activités de renforcement des capacités produits* - *activités démarrées* - *les artisans et les professionnels sont impliqués dans la certification*	- *TDR/DGETEMFP* - *Rapport/DGETEMFP* - *Rapport/DGETEMFP*
2.4.07 : Implication des artisans ou professionnels à la certification de fin de formation	- *nombre de conventions de stages*	- *Rapport/DGETEMFP*
2.4.08 : Instauration de stages ou autres modalités d'alternance	- *nombre de conventions*	- *Rapport/DGETEMFP*
2.4.09 : Intervention d'artisans ou professionnels au cours des formations		
2.4.10 : Identification des mécanismes pour la création d'un fonds autonome de financement de la formation professionnelle	- *fonds créé et abondé*	- *Rapport/DGF*
2.4.11 : Acquisition d'équipement et de matériel pour les lycées techniques et les centres de formation (LT, CEM, CFP)	- *nombre de lycées et de centres équipés*	- *Rapport/BISEM*

2.5 : Améliorer la qualité et la pertinence de l'enseignement supérieur et développement de la recherche Scientifique

Stratégie		
➢ ***Améliorer la qualité et la pertinence des formations*** ➢ ***Promouvoir l'enseignement des sciences, des technologies et renforcer la recherche scientifique***		

2.5.1 : Améliorer la qualité et la pertinence de l'enseignement supérieur

Stratégie	***Indicateurs***	***Suivi / Observations***
- *Rendre les établissements publics d'enseignement supérieur plus fonctionnels* - *Développer un système fonctionnel de contrôle de la qualité de l'enseignement supérieur* - *Poursuivre la mise en place de la réforme BMD* - *Développer les instruments d'intégration et les échanges d'enseignants et d'étudiants* - *Renforcer les capacités de pilotage du Ministère en charge de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique*	- *Les dépenses courantes des établissements publics autonomes du supérieur,* - *procédures d'habilitation mise en place par le CNES* - *Le système BMD mit en place pour toutes les filières* - *nombre d'étudiants et d'enseignants concernés par les échanges* *Effectif des cadres formés à la gestion des ressources humaines*	- *Rapport/MESRS*

Activités		
Stratégie	***Indicateurs***	***Suivi / Observations***
2.5.1.01 : Mise en place d'une structure de régulation d'assurance qualité au niveau de chaque EPES ***2.5.1.02*** : Mise en place des structures de contrôle (CNES) ; ***2.5.1.03*** : Incitations des professeurs de l'enseignement supérieur ***2.5.1.04*** : Mise en place et fonctionnement des écoles doctorales ***2.5.1.05*** : Cotutelle de formations doctorales ou post doctorales grâce aux instruments d'intégration développé intra universités de la sous-région et entre celles-ci et celles du Nord ; ***2.5.1.06*** : Acquisition des moyens matériels tels que les équipements scientifiques et informatiques ***2.5.1.07 :*** Révision du statut et des conditions de fonctionnement des établissements privés : délivrance et retrait de l'autorisation d'ouverture ; l'accréditation des filières ***2.5.1.08 :*** Révision du décret portant réorganisation de l'Université du Burundi pour tenir compte des réformes en cours ***2.5.1.09 :*** Révision du décret portant réorganisation de l'ENS ***2.5.1.10 :*** Réorganisation de l'Examen d'Etat (en collaboration avec le Ministère de l'Enseignement de Base et Secondaire…) ***2.5.1.11 :*** Orientation d'un grand nombre d'étudiants vers le privé.	*- Structure de contrôle de qualité mise en place dans chaque EPES* *- Organes du CNES fonctionnels* *- Taux de déperdition des professeurs diminue* *- Nombre d'étudiants inscrits en thèse* *- Nombre de thèse en cotutelle* *- nombre de faculté et d'instituts équipés* *- Texte diffusé* *- Texte approuvé et mis en œuvre* *- Texte approuvé et mis en œuvre* *- Examen d'état révisé* *- Nombre d'élèves orientés vers le privé par an*	*- Rapport/MESRS*
2.5.2 Renforcer l'enseignement scientifique et technologique et la recherche scientifique		
Stratégie	***Indicateurs***	***Suivi / Observations***
- Définir et mettre en place une politique nationale des sciences et de la technologie : équipement des laboratoires de biologie et de chimie et du département des Sciences de la Terre. *- Encourager et coordonner la recherche au niveau des institutions universitaires et d'autres instituts nationaux de recherche : fourniture d'équipements pour les différentes salles d'appui aux Facultés en cours de fusion (FSA-ITS : Faculté des sciences de l'ingénieur ; FACAGRO-ISA : Faculté d'Agronomie)* *- Créer des structures de conception et de coordination de la politique nationale des sciences et de la technologie*	*- Politique adoptée* *- Conventions de recherches signées* *- Structure créée*	*- Rapport/MESRS*

Activités		
Stratégie	***Indicateurs***	***Suivi / Observations***
2.5.2.01 : Mise en place de la Commission Nationale pour la Science, la Technologie et la Recherche ***2.5.2.02 :*** Adoption de la politique nationale des sciences et de la technologie et du plan d'actions ***2.5.2.03 :*** Mise en place de mesures incitatives pour les praticiens de la recherche (financement des projets….)	*- Commission mise en place* *- Plan d'actions disponible* *- nombre de projets de recherche financés*	

3- Amélioration de la gestion et du pilotage du secteur de l'éducation

Stratégie	***Indicateurs***	***Suivi / Observations***
➢ ***Renforcer la décentra-lisation et la déconcentration.*** ➢ ***Renforcer la gestion administrative, budgétaire et financière*** ➢ ***Améliorer la gestion des ressources humaines*** ➢ ***Améliorer l'encadrement et la supervision pédagogique*** ➢ ***Améliorer le pilotage et la coordination du secteur de l'éducation***		

3.1 : L'amélioration de la décentralisation et de la déconcentration

Stratégie	***Indicateurs***	***Suivi / Observations***
- Renforcer la déconcentration budgétaire *- Décentraliser la maîtrise d'ouvrage du génie civil* *- Renforcement des capacités au niveau décentralisé*	- *part du budget transférée* - *nombre de marché passé par les communes* - *assistance à la maitrise d'ouvrage mise en place*	*- Rapport sur les dépenses éducation dans la loi de finances/BPE* *- Rapport/DGF* *- Rapport/DGF*
Activités		
3.1.01 : Augmentation progressive des transferts de ressources du budget général et du FCE au profit des structures déconcentrées, ***3.1.02 :*** Formation des responsables des niveaux déconcentrés sur la gestion de la chaîne de la dépense ***3.1.03 :*** Formation en gestion des marchés ***3.1.04 :*** Formation au logiciel SIGEFI ***3.1.05 :*** Appuyer les capacités de programmation des structures déconcentrées. ***3.1.06 :*** Mise en place des appuis techniques en passation de marchés pour les communes et les communautés ***3.1.07 :*** Déploiement des techniciens en charge d'aider les communes dans les tâches techniques liées à la maitrise d'ouvrage des constructions scolaires ***3.1.08 :*** Identification et élaboration des mécanismes et procédures pour la maitrise d'ouvrage communautaire	- *part des transferts effectués par an* - *nombre de personnes formées* - *nombre de personnes formées* - *logiciel installé et utilisé dans la gestion des tâches administratives de la dépense* - *guides et modèles fournis* - *modèle type de DAO et guide de passation de marchés diffusés* - *recrutement et redéploiement des techniciens du bâtiment effectués* - *manuels, guides, dossiers types diffusés*	*- Rapport sur les dépenses éducation dans la loi de finances/BPE* *- Rapport/DGRH* *- Rapport /DGRH* *- Rapport/DGF* *- Rapport/DGF* *- Rapport/DGF* *- Rapport /DGRH* *- Rapport /DGF*

3.2 : Améliorer la gestion administrative, budgétaire et financière		
Stratégie	***Indicateurs***	***Suivi / Observations***
- Recruter le personnel supplémentaire *- Améliorer les conditions matérielles de travail* *- Améliorer les moyens de fonctionnement des services* *- Renforcer les capacités de gestion au niveau central et aux niveaux déconcentrés*	*personnel supplémentaire recruté* *moyens de fonctionnement octroyés* *nombre de formations réalisées*	*- Annuaires statistiques /BPE* - *rapport des structures centraux et déconcentrés*
Activités		
3.2.01 : Audit du fonctionnement administratif du ministère **3.2.02 :** Constructions de locaux pour les directions communales **3.2.03 :** Réhabilitation du bâtiment central du Ministère de l'enseignement de base **3.2.04 :** Acquisition de matériel roulant (véhicules, motos) **3.2.05 :** Amélioration des dotations budgétaires allouées au fonctionnement des services déconcentrés et à la maintenance des locaux **3.2.06 :** Renforcement des capacités techniques et managériales des agents **3.2.07 :** Formation et accompagnement de la gestion de la chaine de la dépense et de la passation des marchés,	- *étude réalisée et recommandations mises en place* - *nombre de directions communales construites* - *bâtiment central du Ministère réhabilité* - *nombre de structures dotées* - *% d'augmentation annuelle des budgets* - *guides de procédures élaborés* - *la mise en place du plan de renforcement des capacités de la DGF se poursuit*	*- Rapport étude/BPE* *- Rapport/BISEM* *- Rapport/BISEM* *- Rapport sur les dépenses éducation dans la loi de finances/BPE* *- Rapport/BPE* *- Rapport/DGF*
3.3 : Amélioration de la gestion des ressources humaines		
Stratégie	***Indicateurs***	***Suivi / Observations***
- Gestion rationnelle et efficiente des affectations et des mutations du personnel *- Formation du personnel sur la Gestion des Ressources Humaines*	*- affectations et mutations accordées* *- nombre de bénéficiaires des formations*	*Rapport/DGRH*
Activités		
3.3.01 : Assistance technique pour la mise en place effective de la base de données de la Gestion des Ressources Humaines et du logiciel de gestion **3.3.02 :** Formation des agents de la DGRH sur le rapprochement des données nominatives entre celles qui sont détenues au Ministère de l'Education (DGRH et direction de la planification) et celles qui sont détenues au Ministère de la Fonction Publique. **3.3.03 :** Développements informatiques spécifiques pour les directions provinciales **3.3.04 :** Formation des échelons provinciaux et communaux sur le guide pour le redéploiement des enseignants	- *base de données de suivi des données du MEBSEMFPA cohérente avec celle de la Fonction Publique* - *nombre de personnes formées* - *nombre de services Gestion des Ressources Humaines des directions régionales équipés d'une version adaptée et fonctionnelle de la base de données* - *nombre d'enseignants redéployés*	*- Rapport/DGRH*

3.4 : Amélioration de l'encadrement et de la gestion pédagogique		
Stratégie	***Indicateurs***	***Suivi / Observations***
- Sensibiliser des acteurs éducatifs à la réduction des redoublements sans oublier l'aspect équité genre	- *Taux de redoublement*	*- Annuaires statistiques /BPE*
- Former au processus d'évaluation	- *Nombre d'enseignants formés en évaluation*	*- Rapport/ BE*
- Evaluer des performances des élèves par des tests	- *Nombre de tests administrés*	- *Rapport /BE*
- Renforcer de l'encadrement pédagogique des enseignants	- *Nombre d'enseignants formés*	*-Rapport /IGE*
- Mener des actions spécifiques en faveur des enseignants	- *Action spécifiques réalisé à l'intention des enseignants*	*-Rapport /IGE*
Activités		
3.4.01 : Formation sur les choix opérés par la stratégie nationale (diminution drastique du redoublement)	- *nombre de personnes sensibilisées à la problématique*	*- Rapport/IGE*
3.4.02 : Mise en place de procédures spécifiques de contrôle des pratiques de l'évaluation à l'usage des personnels enseignants et des encadreurs de la supervision pédagogique	- *le système d'évaluation mis en place et fonctionnel*	*- Rapport d'évaluation/BE*
3.4.03 : Mobilisation de moyens matériels pour améliorer la supervision pédagogique	- *moyens logistiques disponibles*	- *Rapport IGE* *- Rapport/DGBP*
3.4.04 : Formation continue des conseillers pédagogiques	- *nombre de conseillers formés*	
3.4.05: Construction de homes pour les enseignants	- *nombre de homes construits,*	*- Rapport/BISEM*
3.5 : Amélioration du pilotage et de la coordination du secteur de l'éducation		
Stratégie	***Indicateurs***	***Suivi / Observations***
- Renforcer les capacités pour la collecte et le traitement des informations (désagrégées par genre) nécessaires au pilotage *- Appuyer la mise en œuvre, le suivi et l'ajustement des politiques retenues* *- Améliorer la coordination sectorielle*		*- Annuaires statistiques /BPE*
Activités		
3.5.01 : Extension de l'utilisation du SIGE à l'ensemble des provinces du territoire national et à l'enseignement supérieur	- *SIGE mis en place dans les provinces* - *Annuaire sectoriel produit*	*- Rapport/BPE* *- Annuaire statistique/BPE*
3.5.02 : Formation des cadres des services de planification sur l'utilisation du SIGE et pour les rendre autonome techniquement	- *nombre de personnes formées sur l'utilisation du SIGE*	*- Rapport/BPE*
3.5.03 : Acquisition des ordinateurs pour chaque province	- *les annuaires statistiques sont produits au mois de Mai de chaque année*	*- Annuaire statistique/BPE*
3.5.04 : Mise en place d'un système d'information reposant sur l'immatriculation des élèves.	- *système mis en place*	*- Rapport/BPE*
3.5.05 : Désignation d'une structure chargée du pilotage de la réforme du fondamental	- *structure désignée*	*- Décision/SP*
3.5.06 : Renforcement des capacités du BPE dans la réalisation d'études spécifiques de façon autonome	- *le BPE dispose d'un plan de production d'études à mener par ses services*	*- Plan d'actions/BPE*
3.5.07 : Développement des pratiques régulières d'évaluation des apprentissages	- *tests d'évaluations de la qualité des apprentissages réalisés*	*- Rapport évaluation/BE*
3.5.08 : Mise à la disposition de la structure de coordination sectorielle les moyens (budget et équipement) nécessaires	- *Budget mis en place*	*- Rapport/DGF*

ANNEXE 7.3 : SCENARIO DE REFERENCE

Le scénario de référence complet est contenu dans le modèle de simulation, sous forme de classeur EXCEL «Modele_Burundi_17-04-2012.xlsx »

Ressources nationales	Année cible	Année de base										
	2020	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Population totale (en milliers)		8249	8 447	8 650	8 857	9 070	9 287	9 510	9 739	9 972	10 212	10 457
Taux d'accroissement	2,4%											
PIB (en milliards de FBU)		1833	1 925	2 021	2 122	2 228	2 340	2 457	2 579	2 708	2 844	2 986
taux de croissance du PIB	5%											
PIB par habitant (FBU)		222 224	227 866	233 652	239 585	245 668	251 905	258 301	264 860	271 585	278 481	285 551
Recettes domestiques totales (en milliards de FBU)		**363,4**	391,5	421,6	453,6	487,8	524,3	563,3	604,8	649,0	696,2	746,5
% du PIB	25,0%	19,8%	20,3%	20,9%	21,4%	21,9%	22,4%	22,9%	23,4%	24,0%	24,5%	25,0%
Année cible	2020											
Dons (appui budgétaire courant et en capital) (en milliards de FBU)		479,4	516,8	556,7	599,3	644,8	693,4	745,2	800,5	859,5	922,4	989,5
Taux de dépendance	57%	57%	57%	57%	57%	57%	57%	57%	57%	57%	57%	57%
Ressources totales (en milliards de FBU)		842,8	908,3	978,2	1 052,9	1 132,7	1 217,7	1 308,5	1 405,3	1 508,6	1 618,7	1 736,0
Ressources pour dépenses courantes (en milliards de FBU)		498,1	536,8	578,1	622,3	669,4	719,7	773,3	830,6	891,6	956,6	1 026,0
% des ressources totales	59%	59%	59%	59%	59%	59%	59%	59%	59%	59%	59%	59%
Ressources pour dépenses courantes de l'éducation (en milliards de FBU)		165,8	157,2	169,3	182,2	196,0	210,7	226,4	243,2	261,0	280,1	300,4
dépenses de transposition (DT) en milliards de FBU		**20,0**										

Ressources nationales	Année cible	**Année de base**										
	2020	**2010**	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ressources ministérielles pour dépenses courantes éducation hors DT		**145,8**	157,2	169,3	182,2	196,0	210,7	226,4	243,2	261,0	280,1	300,4
en % des ressources courantes de l'Etat hors DT	29,3%	29,3%	29,3%	29,3%	29,3%	29,3%	29,3%	29,3%	29,3%	29,3%	29,3%	29,3%
en % du PIB hors DT		8,0%	8,2%	8,4%	8,6%	8,8%	9,0%	9,2%	9,4%	9,6%	9,8%	10,1%
Ressources ministérielles pour les investissements éducatifs (milliards FBU)	9		**7**	7	7	8	8	8	8	9	9	9

Dépenses courantes (milliards de Fbu)	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Préscolaire	1,23	1,64	2,27	2,89	5,50	6,64	7,83	9,06	10,33	11,64	12,98
Primaire - cycles de base 1 et 2	69	78	85	92	100	107	114	118	122	125	129
Collège - cycle de base 3	23,8	26,9	33,7	41,2	44,6	54,3	52,5	66,8	76,9	95,2	111,5
Lycée d'enseignement général et pédagogique	18,3	20,0	21,4	22,7	24,1	25,5	36,0	38,7	40,4	41,3	43,2
lycée technique	6,4	6,3	6,4	6,4	6,5	6,6	6,7	6,9	7,2	7,4	7,6
enseignement des métiers	2,72	3,97	4,54	5,07	5,58	6,13	6,66	7,19	7,73	8,28	8,83
Supérieur	27,0	28,4	29,9	32,9	35,9	39,2	42,6	46,2	49,9	53,8	57,8
Total (milliards de Fbu)	148,36	164,87	182,96	202,92	222,61	245,73	265,92	293,05	314,03	342,46	370,97
Dépenses courantes %	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Préscolaire	1%	1%	1%	1%	2%	3%	3%	3%	3%	3%	3,5%
Primaire - cycles de base 1, 2 et 3	46%	47%	46%	45%	45%	44%	43%	40%	39%	36%	35%
Collège - cycle de base 4	16%	16%	18%	20%	20%	22%	20%	23%	24%	28%	30%
Lycée d'enseignement général et pédagogique	12%	12%	12%	11%	11%	10%	14%	13%	13%	12%	12%
lycée technique	4%	4%	3%	3%	3%	3%	3%	2%	2%	2%	2%
enseignement des métiers	2%	2%	2%	3%	3%	2%	3%	2%	2%	2%	2%
Supérieur	18%	17%	16%	16%	16%	16%	16%	16%	16%	16%	16%
Total	**100%**	**100%**	**100%**	**100%**	**100%**	**100%**	**100%**	**100%**	**100%**	**100%**	**100%**

Composantes/*Sous composantes*/activités	Unité	Quantité (2013-2015)	Quantité par année			Coût par année (MFBU)			Coût total (MFBU)
			2013	*2014*	*2015*	*2013*	*2014*	*2015*	
1- Amélioration de l'accès						***72 732***	***104 284***	***65 987***	***243 004***
1.1 : Améliorer l'accès au Préscolaire						***48***	***48***	***48***	***145***
1.1.01 : Sensibilisation de la population et de l'administration locale	h j s	120	40	40	40	1	1	1	4
1.1.02 : Mise en place des mécanismes de suivi de la subvention destinée aux écoles du préscolaire communautaire	MA								
1.1.03 : Formation des parents sur la gestion de la subvention	h j	900	300	300	300	13	13	13	40
1.1.04 : Mise en place de la subvention aux structures communautaires du préscolaire	PM								
1.1.05 : Formation des parents sur les questions d'éveil à l'endroit des petites filles et des petits garçons	*h j*	1 875	625	625	625	28	28	28	84
1.1.06 : Enquête pour l'évaluation de la prise en compte des questions d'éveil par les parents	*h j m*	180	60	60	60	5	5	5	16
1.1.07 : amélioration des moyens de fonctionnement des structures du préscolaire public	*PM*								

Composantes/***Sous composantes***/activités	Unité	Quantité (2013-2015)	Quantité par année			Coût par année (MFBU)			Coût total (MFBU)
			2013	*2014*	*2015*	*2013*	*2014*	*2015*	
1.2 : Améliorer l'accès et l'achèvement au Fondamental						***59 540***	***60 025***	***31 562***	***151 127***
1.2.1 Améliorer l'accès et l'achèvement aux trois premiers cycles du Fondamental						*39 230*	*37 268*	*31 562*	*108 060*
1.2.1.01 : construction d'écoles ou de salles de classe	1 SDC	4 769	1 706	1 652	1 411	32 420	31 384	26 814	90 619
1.2.1.02 : équipement des salles de classe	QSP 1 salle	4 769	1 706	1 652	1 411	4 095	3 964	3 387	11 447
1.2.1.03 : réhabilitation d'écoles et de salles de classes	1 SDCR	587	185	199	202	926	994	1 012	2 933
1.2.1.04 : construction de latrines séparées pour filles et garçons	*Blocs*	1 512	881	461	171	1 321	691	256	2 268
1.2.1.05 : bornage de propriétés scolaires	*Clôture*	151	88	46	17	440	230	85	756
1.2.1.06 : recrutement d'enseignants	*PM*	9 340	3 461	2 448	3 431				
1.2.1.07 : poursuivre le redéploiement des enseignants	*MA*								
1.2.1.08 : réglementer la suppléance et réduire le taux de suppléance.	*MA*								
1.2.1.09 : suppression progressive des demi-services.	*MA*								
1.2.1.10 : versement d'une subvention aux écoles en compensation de la suppression des frais de scolarité	*PM*								
1.2.1.11 : élaboration d'Instruments permettant l'harmonisation des critères d'évaluation des apprentissages	*MA*								
1.2.1.12 : diffusion et suivi de ces instruments	*MA*								
1.2.1.13 : désignation d'une structure de suivi/évaluation de la mise en place de la politique de réduction du redoublement	*MA*								

Composantes/***Sous composantes***/activités	Unité	Quantité (2013-2015)	Quantité par année			Coût par année (MFBU)			Coût total (MFBU)
			2013	*2014*	*2015*	*2013*	*2014*	*2015*	
1.2.1.14 : sensibilisation de tous les acteurs de l'éducation sur les méfaits du redoublement (les directeurs, les enseignants, les parents ...).	*h j s*	440	120	120	200	4	4	7	15
1.2.1.15 : instauration de la promotion semi-automatique (pas de redoublement à l'intérieur du cycle)	*MA*								
1.2.1.16 : élaboration et application stricte d'un texte instruisant la prohibition de l'exclusion scolaire.	*MA*								
1.2.1.17 : élaboration d'une politique de nutrition, de santé et d'hygiène scolaire.									
1.2.1.17.1: *Etude pour l'élaboration de la politique*	*h m*	2	2			22	0	0	22
1.2.1.17.2: *Élaboration du document de politique et du plan d'action*	*MA*								
1.2.1.18 : identification et mise en œuvre de mesures d'incitation pour les enfants en situation spécifique	*MA*								
1.2.2 : Mettre en place progressivement la réforme du fondamental						*20 288*	*22 659*	*0*	*42 947*
1.2.2.01 : mise en place de mesures pour alléger les conditions du concours pour augmenter l'accès en 7AF,	*MA*								
1.2.2.02 : supprimer l'entrée au collège à partir de la rentrée 2012-2013	*MA*								
1.2.2.03 : affecter les salles de classe libérées progressivement par la suppression du collège au Fondamental 4,	*MA*								

Composantes/*Sous composantes*/activités	Unité	Quantité (2013-2015)	Quantité par année			Coût par année (MFBU)			Coût total (MFBU)
			2013	*2014*	*2015*	*2013*	*2014*	*2015*	
1.2.2.04 : construction de salles de classes pour le F4,	*1 SDC*	2 007	948	1 059	0	18 013	20 118	0	38 131
1.2.2.05 : équipement des salles de classe	*QSP 1 salle*	2 007	948	1 059	0	2 275	2 541	0	4 816
1.2.2.06 : recrutement d'enseignants D7 pour le F4	*PM*	152	152	0	0				
1.2.2.07 : redéploiement progressif des enseignants des collèges dans le F4	*MA*								
1.2.2.08 : suppression progressive des internats pour les élèves des collèges	*MA*								
1.2. 3 : Préparer et mettre en place progressivement une offre de formation pour les enfants déscolarisés ou non scolarisé âgés de 9 à 14 ans						*22*	*98*	*0*	*120*
1.2.3.01 : Mener une étude sur les profils des enfants déscolarisés (âge, sexe, résidence, fratrie, occupation…)	*h m*	1	1			11	0	0	11
1.2.3.02 : développer une politique nationale d'éducation de base pour ces enfants	*h m*	1	1			11	0	0	11
1.2.3.03 : élaborer les programmes de formation	*h m*	3		3		0	98	0	98
1.2.3.04 : mettre en place des actions pilotes									
1.3 : Maitriser l'accès au Secondaire						***4 133***	***4 133***	***4 133***	***12 400***
1.3.01 : Instauration d'un examen concours à la fin du fondamental	*MA*								
1.3.02 : Construction de salles de classe	*1 SDCS*	300	100	100	100	2 850	2 850	2 850	8 550
1.3.03 : Réhabilitation des lycées	*1 SDCRS*	42	14	14	14	200	200	200	600
1.3.04 : Equipement des Lycées	*QSP 1 salle sec*	342	114	114	114	1 083	1 083	1 083	3 250

Composantes/*Sous composantes*/activités	Unité	Quantité (2013-2015)	Quantité par année			Coût par année (MFBU)			Coût total (MFBU)
			2013	*2014*	*2015*	*2013*	*2014*	*2015*	
1.3.05 : Elaboration et mise en œuvre de critères d'accès aux internats	*MA*								
1.3.06 : Suppression progressive de la filière LP	*MA*								
1.3.07 : Plafonnement de l'accès à la formation pédagogique d'un an	*MA*								
1.4 : Améliorer l'accès à l'enseignement des métiers et à la formation professionnelle et restructurer l'accès au Secondaire technique						***5 531***	***6 566***	***6 500***	***18 597***
1.4.01 : Instauration d'une mesure visant la réduction de l'accès aux collèges techniques	*MA*								
1.4.02 : Construction et équipement de CEM	*CEM*	18	6	6	6	4 200	4 200	4 200	12 600
1.4.03 : Réhabilitation des CEM	*1 RCEM*	18	6	6	6	1 200	1 200	1 200	3 600
1.4.04 : Construction et équipement de CFP	*1 CFP*	2	0	1	1	0	1 100	1 100	2 200
1.4.05 : Identifier en collaboration avec les branches professionnelles les besoins de perfectionnement	*h m*	4	2	2		66	66	0	131
1.4.06 : Identifier en collaboration avec les branches les mécanismes et l'organisation des formations	*PM*								
1.4.07 : Identifier les mécanismes de financement	h m	2	2			66	0	0	66
1.4.08 : Mettre en place les formations en cours d'emploi	*MA*								

Composantes/***Sous composantes***/activités	Unité	Quantité (2013-2015)	Quantité par année			Coût par année (MFBU)			Coût total (MFBU)
			2013	*2014*	*2015*	*2013*	*2014*	*2015*	
1.5 : Améliorer et diversifier l'accès à l'enseignement supérieur tout en maitrisant les effectifs						***2 920***	***32 840***	***22 850***	***58 610***
1.5.01 : Construction de salles de cours	*1 salle de cours*	5	0	2	3	0	300	450	750
1.5.02 : Etudes de faisabilité (Faculté de médecine, logements étudiants)	*h m*	2	2	0	0	50	0	0	50
1.5.03 : Constructions (salles de cours, amphithéâtres, ISP, CTA, faculté de médecine, ISST)									
1.5.03.1: Création ISP pour 600 étudiants/ISP	*1 ISP*	2	0	1	1	0	8 000	8 000	16 000
1.5.03.2:Construction amphithéâtre de 400 places	*1 AMPH*	2	0	1	1	0	500	500	1 000
1.5.03.3:Construction et équipement d'un centre de technologies agroalimentaires	*1 CTA*	1	0	1	0	0	5 000	0	5 000
1.5.03.4:Construction bâtiments faculté de médecine	*1 Bâtiment. Fac*	2	0	1	1	0	3 000	3 000	6 000
1.5.03.5:Construction de ISST pour 400 étudiants/ISST	*1 ISST*	2	0	1	1	0	8 000	8 000	16 000
1.5.04 : constructions de logements pour les étudiants	*1 logement*	1	0	1	0	0	3 000	0	3 000
1.5.05 : réhabilitation et assainissement (campus de Kiriri et autres campus)	*1 campus*	9	4	3	2	800	600	400	1 800
1.5.06 : équipement (ISP, faculté de médecine, ENS, ISST)									
1.5.06.1 : équipement faculté de médecine	*QSP 1 Fac*	2	0	1	1	0	500	500	1 000
1.5.06.2 : équipement ISST	*QSP 1 ISST*	2	0	1	1	0	1 500	1 500	3 000
1.5.06.3 : équipement ENS	*QSP 1 ENS*	8	4	4	0	240	240	0	480

Composantes/*Sous composantes*/activités	Unité	Quantité (2013-2015)	Quantité par année			Coût par année (MFBU)			Coût total (MFBU)
			2013	*2014*	*2015*	*2013*	*2014*	*2015*	
1.5.06.4 : équipement ISP	*QSP 1 ISP*	2	0	1	1	0	500	500	1 000
1.5.07: révision et application de critères de bourses privilégiant les inscrits dans les filières prioritaires	*MA*								
1.5.08 : réglementation du nombre de boursiers de l'enseignement supérieur public et privé à partir de 2013	*MA*								
1.5.09 : équipement télé-enseignement	*QSP 1 telé*	2	2	0	0	30	0	0	30
1.5.10 : équipement TIC	*QSP 1 TIC*	5	3	2	0	300	200	0	500
1.5.11 : mise en réseau campus numérique	*réseau*	2	1	1	0	1 500	1 500	0	3 000
1.6 : Améliorer et diversifier l'accès à l'alphabétisation						***559***	***672***	***894***	***2 125***
1.6.01 : Organisation d'ateliers d'échanges avec les professionnels du sous-secteur	*h j s*	150	50	50	50	2	2	2	5
1.6.02 : Organisation de campagnes de sensibilisation à l'intention de tous les acteurs,	*h j s*	300	100	100	100	4	4	4	11
1.6.03 : Formation des alphabétiseurs au suivi et à l'encadrement.	*h j*	4 500	1 000	1 500	2 000	45	67	90	202
1.6.04 : Mise en place de mécanismes d'incitation pour les alphabétiseurs bénévoles	*1 Alphabétiseur*	4 500	1 000	1 500	2 000	150	225	300	675
1.6.05 : Amélioration du suivi, de l'encadrement et de l'évaluation des activités d'alphabétisation									
1.6.05.1 : Acquisition équipement informatique	*1 poste de travail*	5	5	0	0	21	0	0	21
1.6.05.2 : Acquisition matériel roulant	*1 voiture*	1	1			56	0	0	56

Composantes/*Sous composantes*/activités	Unité	Quantité (2013-2015)	Quantité par année			Coût par année (MFBU)			Coût total (MFBU)
			2013	*2014*	*2015*	*2013*	*2014*	*2015*	
1.6.06 : Acquisition de Kits d'alphabétisation	*1 centre*	4 500	1 000	1 500	2 000	250	374	499	1 123
1.6.07 : Elaboration de programme de post alphabétisation,	*h m*	3	3			33	0	0	33
2- Amélioration de la qualité et de la pertinence						***12 442***	***11 178***	***11 634***	***35 254***
2.1 : L'amélioration de la qualité des apprentissages du préscolaire						***1 645***	***2 057***	***2 604***	***6 307***
2.1.01 : Formation des éducateurs notamment en rapport avec la dimension genre	*h j*	10 000	2 500	2 500	5 000	112	112	224	448
2.1.02 : Diffusion des programmes et kits pédagogiques	*1 enfant*	582 620	152 207	193 470	236 944	1 522	1 935	2 369	5 826
2.1.03 : Enquête d'évaluation incluant la dimension équité genre	*h j m*	360	120	120	120	11	11	11	32
2.2 : Améliorer la qualité et l'efficacité de l'enseignement Fondamental						***6 600***	***6 563***	***6 566***	***19 730***
2.2.01 : Production des anciens programmes pour le F4 tenant compte de dimension genre	MA								
2.2.02: formation des enseignants du F4 sur les programmes provisoires du F4	PM								
2.2.03 : refonte des programmes du fondamental	h m	3	1	1	1	33	33	33	98
2.2.04 : instauration de l'interdiction du redoublement en 9AF	MA								
2.2.05 : mise en place d'un examen concours à la fin de la 9AF	MA								
2.2.06 : Elimination des situations de double vacation (1 enseignant pour deux groupes pédagogiques successifs).	MA								
2.2.07 : diminution du nombre de situations de double vacation à deux enseignants pour deux groupes pédagogiques successifs.	MA								

Composantes/*Sous composantes*/activités	Unité	Quantité (2013-2015)	Quantité par année			Coût par année (MFBU)			Coût total (MFBU)
			2013	*2014*	*2015*	*2013*	*2014*	*2015*	
2.2.08 : Réduction de la taille des groupes pédagogiques dans le public	PM								
2.2.09: modification des horaires réglementaires des classes fonctionnant en double vacation.	MA								
2.2.10 : Recrutement des enseignants en privilégiant les titulaires d'un D7 pour améliorer l'encadrement	PM								
2.2.11 : fixation réglementaire de critères d'évaluation des enfants et de décision de passage de classe, avec mise en place de délibérations collectives	MA								
2.2.12 : Fourniture de moyens à l'encadrement des enseignants par les conseillers pédagogiques	PM								
2.2.13: Fourniture de manuels scolaires, de guides du maître et d'autres matériels pédagogiques									
2.2.13.1: Fourniture de manuels scolaires	1 manuel	4 195 577	1 398 526	1 398 526	1 398 526	3 496	3 496	3 496	10 489
2.2.13.2: Fourniture de guides du maître	1 guide	171 574	66 593	51 934	53 047	166	130	133	429
2.2.13.3: Fourniture d'autres matériels pédagogiques	1 lot	3 658	1 219	1 219	1 219	2 439	2 439	2 439	7 316
2.2.14 : Amélioration des moyens de fonctionnement des écoles	PM								
2.2.15 : Renforcement des capacités techniques et managériales des directeurs d'écoles	h j	19 500	6 500	6 500	6 500	291	291	291	874
2.2.16 : renforcement des capacités des membres des comités de gestion	h j	11 700	3 900	3 900	3 900	175	175	175	524

Composantes/*Sous composantes*/activités	Unité	Quantité (2013-2015)	Quantité par année			Coût par année (MFBU)			Coût total (MFBU)
			2013	*2014*	*2015*	*2013*	*2014*	*2015*	
2.3 : Améliorer la qualité et la pertinence de l'enseignement Secondaire						***3 426***	***1 960***	***2 141***	***7 527***
2.3.01 : la réduction de la taille des groupes pédagogiques qui passeront de 46 à 40 élèves par GP.	PM								
2.3.02 : accroissement de l'horaire effectif des enseignants qui passera de 12 h (16 séances de 45 mn) à 13 h (18 séances de 45 mn),	MA								
2.3.03 : acquisition de manuels, matériels didactiques et pédagogiques)									
2.3.03.1 : acquisition de manuels	1 manuel	305 856	245 763	32 498	27 595	2 458	325	276	3 059
2.3.03.2 : acquisition de matériels didactiques et pédagogiques	1 lot	80	30	30	20	150	150	100	400
2.3.04 : mise en place de bibliothèques dans les lycées	1 Biblio	25	5	10	10	200	400	400	1 000
2.3.05 : révision des critères d'accès aux internats (priorité élèves des filières scientifiques et technologiques)	MA								
2.3.06 : plafonnement des places d'internats à 30.000	MA								
2.3.07 : révision des critères d'orientation des nouveaux entrants	MA								
2.3.08 : réhabilitation et équipement des laboratoires des Lycées publics									
2.3.08.1 : réhabilitation des laboratoires des Lycées publics	1 Labo	25	5	10	10	100	200	200	500
2.3.08.2 : équipement des laboratoires des Lycées publics	QSP 1 Labo	50	10	20	20	400	800	800	2 000

Composantes/*Sous composantes*/activités	Unité	Quantité (2013-2015)	Quantité par année			Coût par année (MFBU)			Coût total (MFBU)
			2013	*2014*	*2015*	*2013*	*2014*	*2015*	
2.3.09 : révision des curricula en lien avec la réforme du fondamental									
2.3.09.1 : Appui à la révision des curricula	h m	4	2	1	1	66	33	33	131
2.3.09.2 : Appui à la rédaction des curricula	h j s	4 500	1 500	1 500	1 500	53	53	53	158
2.3.09.3 : Formation des enseignants sur les curricula	h j	6 248			6 248	0	0	280	280
2.4 : Améliorer la qualité, l'efficacité et la pertinence de l'enseignement des métiers, de la formation professionnelle et du Secondaire technique						***629***	***532***	***322***	***1 483***
2.4.01 : élaboration d'un cadre national des qualifications et certifications (CNQC).	*h m*	4	4			131	0	0	131
2.4.02 : Création d'une structure d'ingénierie de formation (CDCP)	*MA*								
2.4.03 : Renforcer le management dans chaque CEM	*MA*								
2.4.04 : Intégrer dans les activités des CEM l'insertion des formés	*h m*	2		2		0	66	0	66
2.4.05 : adoption des textes réglementent le cadre institutionnel (garantir l'autonomie de tous les établissements et l'implication du secteur privé dans la gestion des centres)	*MA*								
2.4.06 : Renforcement des capacités de pilotage, de planification et de suivi-évaluation des administrations centrales									
2.4.06.1 : Appui à l'élaboration de manuels et guides de gestion	*h m*	2		2		0	22	0	22

Composantes/*Sous composantes*/activités	Unité	Quantité (2013-2015)	Quantité par année			Coût par année (MFBU)			Coût total (MFBU)
			2013	*2014*	*2015*	*2013*	*2014*	*2015*	
2.4.06.2 : Acquisition d'équipements	*1 Poste de travail*	10		10	0	0	42	0	42
2.4.06.3 : Formation du personnel des administrations centrales	*h j*	100		50	50	0	2	2	4
2.4.07 : implication des artisans ou professionnels à la certification de fin de formation	*MA*								
2.4.08 : instauration de stages ou autres modalités d'alternance	*MA*								
2.4.09 : intervention d'artisans ou professionnels au cours des formations	*MA*								
2.4.10 : Identification des mécanismes pour la création d'un fonds autonome de financement de la formation professionnelle	h m	3	3			98	0	0	98
2.4.11 : Acquisition d'équipement et de matériel pour les lycées techniques	*1 QSP lycée*	28	10	10	8	400	400	320	1 120
2.5 : Améliorer la qualité et la pertinence de l'enseignement supérieur et développement de la recherche Scientifique						***142***	***66***	***0***	***207***
2.5.1 : Améliorer la qualité et la pertinence de l'enseignement supérieur						*141,96*	*0*	*0*	*141,96*
2.5.1.01 : Mise en place d'une structure de régulation d'assurance qualité au niveau de chaque EPES	*h m*	4	4			131	0	0	131
2.5.1.02 : Mise en place des structures de contrôle (CNES) ;	*MA*								

Composantes/*Sous composantes*/activités	Unité	Quantité (2013-2015)	Quantité par année			Coût par année (MFBU)			Coût total (MFBU)
			2013	*2014*	*2015*	*2013*	*2014*	*2015*	
2.5.1.03 : Mise en place et fonctionnement des écoles doctorales	*MA*								
2.5.1.04 : Cotutelle de formations doctorales ou post doctorales grâce aux instruments d'intégration développé intra universités de la sous-région et entre celles-ci et celles du Nord ;	*MA*								
2.5.1.05 : Acquisition des moyens matériels tels que les équipements scientifiques et informatiques	*PM*								
2.5.1.06 : Révision du statut et des conditions de fonctionnement des établissements privés : délivrance et retrait de l'autorisation d'ouverture ; l'accréditation des filières	*h m*	1	1			11	0	0	11
2.5.1.07 : Révision du décret portant réorganisation de l'Université du Burundi pour tenir compte des réformes en cours	*MA*								
2.5.1.08 : Révision du décret portant réorganisation de l'ENS	*MA*								
2.5.1.09 : Réorganisation de l'Examen d'Etat (en collaboration avec le Ministère de l'Enseignement de Base et Secondaire…)	*MA*								
2.5.1.10 : Orientation d'un grand nombre d'étudiants vers le privé.	*MA*								

Composantes/*Sous composantes*/activités	Unité	Quantité (2013-2015)	Quantité par année			Coût par année (MFBU)			Coût total (MFBU)
			2013	*2014*	*2015*	*2013*	*2014*	*2015*	
2.5.2 Renforcer l'enseignement scientifique et technologique et la recherche scientifique						*0*	*66*	*0*	*66*
2.5.2.01 : Mise en place de la Commission Nationale pour la Science, la Technologie et la Recherche	*MA*								
2.5.2.02 : Adoption de la politique nationale des sciences et de la technologie et du plan d'actions	*MA*								
2.5.2.03 : Mise en place de mesures incitatives pour les praticiens de la recherche (financement des projets….)	*h m*	2		2		0	66	0	66
3- Amélioration de la gestion et du pilotage du secteur de l'éducation						*1 756*	*948*	*1 070*	*3 774*
3.1 : L'amélioration de la décentralisation et de la déconcentration						***223,44***	***144,48***	***144,48***	***512,4***
3.1.01 : augmenter progressivement les transferts de ressources du budget général et du FCE au profit des structures déconcentrées,	*MA*								
3.1.02 : formation des responsables de niveau déconcentré sur la gestion de la chaîne de la dépense	*h j*	150	150			7	0	0	7
3.1.03 : formation en gestion des marchés	*h j*	450	150	150	150	7	7	7	20
3.1.04 : formation au logiciel SIGEFI au niveau des structures déconcentrées	*h j*	150	150			7	0	0	7
3.1.05 : appuyer les capacités de programmation des structures déconcentrées.	*h j*	450	150	150	150	7	7	7	20

Composantes/***Sous composantes***/activités	Unité	Quantité (2013-2015)	Quantité par année			Coût par année (MFBU)			Coût total (MFBU)
			2013	*2014*	*2015*	*2013*	*2014*	*2015*	
3.1.06 : mettre en place des appuis techniques en passation de marchés pour les communes et les communautés	*h m*	36	12	12	12	131	131	131	393
3.1.07 : déploiement de techniciens en charge d'aider les communes dans les tâches techniques liées à la maitrise d'ouvrage des constructions scolaires	*PM*								
3.1.08 : Identification et élaboration de mécanismes et procédures pour la maitrise d'ouvrage communautaire	*h m*	2	2			66	0	0	66
3.2 : Améliorer la gestion administrative, budgétaire et financière						***394***	***328***	***253***	***975***
3.2.01 : Audit du fonctionnement administratif du ministère	h m	2	2			66	0	0	66
3.2.02 : Constructions de locaux pour les directions communales	1 DCE	15	5	5	5	250	250	250	750
3.2.03 : Réhabilitation du bâtiment central du Ministère de l'enseignement de base	1 Bât	1	0,5	0,5	0	50	50	0	100
3.2.04 : Acquisition de matériel roulant									
3.2.04.1 : Acquisition de motos	1 moto	129	50	40	39	4	3	3	10
3.2.05 : Améliorer les dotations budgétaires allouées au fonctionnement des services déconcentrés et à la maintenance des locaux	MA								
3.2.06 : Renforcement des capacités techniques et managériales des agents									
3.2.06.1 : Elaboration de manuels de procédures et guides	h m	4	2	2		22	22	0	44
3.2.06.2 : Formation des agents	h j	125	50	75		2	3	0	6
3.2.07 : Formation et accompagnement de la gestion de la chaine de la dépense et de la passation des marchés,	PM								

Composantes/*Sous composantes*/activités	Unité	Quantité (2013-2015)	Quantité par année			Coût par année (MFBU)			Coût total (MFBU)
			2013	*2014*	*2015*	*2013*	*2014*	*2015*	
3.3 : Amélioration de la gestion des ressources humaines						***70***	***38***	***0***	***108***
3.3.01 : assistance technique pour la mise en place effective de la base de données GRH et du logiciel de gestion	h m	2	2			66	0	0	66
3.3.02 : formation des agents de la Gestion des Ressources Humaines sur le rapprochement des données nominatives entre celles qui sont détenues au Ministère de l'Education (DGRH et direction de la planification) et celles qui sont détenues au Ministère de la Fonction Publique.	h J	125	50	75		2	3	0	6
3.3.03 : développements informatiques spécifiques pour les directions provinciales	h m	1		1		0	33	0	33
3.3.04 : formation des échelons provinciaux et communaux sur le guide pour le redéploiement des enseignants	h j	90	50	40		2	2	0	4
3.4 : Amélioration de l'encadrement et de la gestion pédagogique						***499***	***288***	***584***	***1 371***
3.4.01 : Formation sur les choix opérés par la stratégie nationale (diminution drastique du redoublement)	h j s	4 216	1 405	1 405	1 405	49	49	49	148
3.4.02 Mise en place de procédures spécifiques de contrôle des pratiques de l'évaluation à l'usage des personnels enseignants et des encadreurs de la supervision pédagogique	MA								
3.4.03 : Mobilisation de moyens matériels pour améliorer la supervision pédagogique	PM								

Composantes/*Sous composantes*/activités	Unité	Quantité (2013-2015)	Quantité par année			Coût par année (MFBU)			Coût total (MFBU)
			2013	*2014*	*2015*	*2013*	*2014*	*2015*	
3.4.04 : Formation continue des conseillers pédagogiques	h j	600	200	200	200	9	9	9	27
3.4.05: Construction de homes pour les enseignants	1 home	239	88	46	105	440	230	526	1 196
3.5 : Amélioration du pilotage et de la coordination du secteur de l'éducation						***571***	***148***	***88***	***808***
3.5.01 : étendre l'utilisation du SIGE à l'ensemble des provinces du territoire national et à l'enseignement supérieur	h m	1	1			33	0	0	33
3.5.02 : formation des cadres des services de planification sur l'utilisation du SIGE et pour les rendre autonome techniquement	h j	1 530	510	510	510	23	23	23	69
3.5.03 : Acquisition des ordinateurs pour chaque province	1 poste de travail	85	85			357	0	0	357
3.5.04 : mise en place d'un système d'information reposant sur l'immatriculation des élèves.	h m	3	2	1		66	33	0	98
3.5.05 : désignation d'une structure chargée du pilotage de la réforme du fondamental	MA								
3.5.06 : renforcement des capacités du BPE dans la réalisation d'études spécifiques de façon autonome (données désagrégées par genre)	1 h année	4	2	2	0	27	27	0	55
3.5.07 : développer des pratiques régulières d'évaluation des apprentissages	h m	6	2	2	2	66	66	66	197
3.5.08 : mettre à la disposition de la structure de coordination sectorielle les moyens (budget et équipement) nécessaires	MA								
Total PSDEF 2013-2015						86 930	116 410	78 691	282 031

ANNEXE 7.5 : TABLEAU DES CONTRAINTES ET RENFORCEMENTS DE CAPACITES

Le PSDEF a choisi de concentrer les efforts de renforcement de capacités, dans une première période, sur des aspects critiques pour la mise en œuvre de la stratégie sectorielle.
Un audit fonctionnel et organisationnel des administrations sectorielles aura lieu au cours du premier plan d'action, on en déduira les activités de renforcement de capacités ultérieures.
Le tableau ci-dessous résume et regroupe les éléments présentés dans le PSDEF. Le détail figure dans le cadre logique et dans le plan d'actions.

PRINCIPAUX OBJECTIFS STRATEGIQUES	***FONCTIONS CRITIQUES***	***DEFICIT DE CAPACITES***	***MESURES DE RENFORCEMENT***
Amélioration de l'accès	Constructions scolaires	Maîtrise d'ouvrage communale et communautaire disposant de peu de capacités techniques en passation de marchés et en suivi de chantier	Elaboration d'outils standardisés pour la passation de marchés (DAO types, manuels) Assistance technique pour le suivi des chantiers et pour la passation de marchés
Optimisation de l'emploi des ressources humaines	Gestion des Ressources Humaines	Monitoring faible de l'affectation des enseignants Faible maîtrise de la relation entre les affectations et les besoins, au niveau central comme au niveau provincial	Application informatique pour la Gestion des ressources humanies, cohérente avec les informations de la Fonction Publique et avec celles du bureau de la planification, déploiement provincial de l'outil, guides, formation des agents

PRINCIPAUX OBJECTIFS STRATEGIQUES	FONCTIONS CRITIQUES	DEFICIT DE CAPACITES	MESURES DE RENFORCEMENT
Diminution des redoublements	Supervision pédagogique	Corps d'inspection non outillés pour le suivi de la question des redoublements faible connaissance du problème et des réponses appropriés Corps d'inspection peu équipés pour un suivi régulier	Formation Sensibilisation Guides Matériel et équipements, y compris en génie civil
Maîtrise de la gestion des flux	Fonction statistique, planification et programmation	Monitoring faible au niveau provincial, peu d'utilisation des données au niveau provincial et local, capacités analytiques et de proposition faibles, Equipements insuffisants	Formation en capacités analytiques, Déploiement provincial du SIGE, intégration du supérieur dans le SIGE et immatriculation des élèves, Formations techniques à l'outil, équipements
Général : exécution du PSDEF	Fonction budgétaire et financière	Fonction récente au sein du Ministère Routines à construire au niveau central et au niveau déconcentré Faiblesse en passation de marchés	Assistance technique à la DGF Guides et manuels à l'usage des structures déconcentrées Formations pour la gestion de la chaine de la dépense et pour la passation de marchés

ANNEXE 7.6 : NOTE SUR LES CONSTRUCTIONS SCOLAIRES

Le PSDEF prévoit la mise en œuvre d'un programme ambitieux de constructions scolaires pour à la fois atteindre les objectifs en terme d'achèvement et de qualité pour les trois premiers cycles du fondamental que pour la mise en place progressive de la réforme du fondamental.

L'atteinte des objectifs quantitatifs ciblés dans le PSDEF engendrera une forte pression sur les infrastructures scolaires qui sont actuellement limitées en nombre, avec un accroissement insuffisamment rapide, et parfois de qualité insuffisante.

C'est ainsi qu'il est prévu la construction de plus de 7800 salles de classe au cours des trois premières années du programme, ce rythme sera moins important par la suite.

La construction de salles de classe dans l'enseignement fondamental, composante importante du plan sectoriel, risque de se heurter à des goulots d'étranglement au cours de la mise en œuvre prochaine du PSDEF, si des stratégies appropriées ne sont pas développées.

C'est pourquoi le Ministère a entamé des travaux en vue de diversifier les approches et de garantir la réussite de la mise en œuvre du PSDEF. Ces travaux portent sur : (i) l'identification des capacités des différents intervenants des constructions de salles de classe, des acteurs et des approches prometteuses qui permettraient d'accompagner efficacement la mise en œuvre du programme d'infrastructures scolaires (ii) l'expérimentation de la délégation de maitrise d'ouvrage aux communes.

Une étude est en cours, elle devra permettre de fournir au MEBSEMFPA les éléments d'informations nécessaires à l'élaboration d'une stratégie nationale de constructions scolaires. Elle permettra plus spécifiquement de :

- identifier les différents types d'intervenants impliqués dans les constructions de salles de classe (partenaires publics et privés, ONG, communautés locales) et les modalités de construction qu'ils utilisent (entreprises) ;
- analyser les responsabilités et rôles respectifs de ces différents intervenants ainsi que leurs capacités techniques (effectifs, formations du personnel, etc.) ;
- analyser le degré d'implication et de pilotage du MEBSEMFPA par rapport à ces différents intervenants (au niveau du choix du site, de la supervision des chantiers, etc.) ;
- vérifier si la qualité des infrastructures mises en œuvre par les différents intervenants correspond aux standards et normes du MEBSEMFPA ;
- analyser les capacités actuelles de constructions de salles de classe (nb / an) des différents intervenants, le coût des constructions proposées, et évaluer leurs capacités maximales d'exécution en lien avec la capacité des entreprises locales et la capacité en termes de ressources humaines, tout en maintenant le même niveau de qualité ;
- estimer les délais de mise en œuvre pour chaque intervenant/ modalité (incluant les délais de négociation de partenariats ou de recrutement ou de passation de marché et jusqu'à la réception provisoire) ;

- analyser les pistes de transition identifiées vers la mise en place d'écoles fondamentales, regroupant les actuelles écoles primaires et les collèges.

De même, une expérience pilote de délégation de maitrise d'ouvrage aux communes est en cours de mise en œuvre dans 7 communes. Dans cette perspective une procédure et des mécanismes de mise en œuvre et de suivi évaluation ont été identifiés et sont en cours d'exécution[1]. Il s'agit de :

- l'identification des rôles de la commune, des structures déconcentrées et centrales du Ministère ;
- l'assistance à maitrise d'ouvrage nécessaire ;
- les procédures de préparation, d'exécution et de suivi du transfert des ressources aux communes ;
- les outils qui seront mis à la disposition des communes (dossier type d'appel d'offres, le guide de passation des marchés, le manuel de gestion administrative et financière communale, le manuel de procédures budgétaires et comptables) ;
- les formations des acteurs de la maîtrise d'ouvrage communale nécessaires et les acteurs devant en bénéficier ;
- les besoins en renforcement des capacités des maîtres d'œuvre qui seront mobilisés ;
- les procédés de suivi de la maîtrise d'œuvre
- le type de convention à signer avec la commune ;
- les études préliminaires qui seront réalisées
- les modalités de décaissement des subventions et les pièces justificatives nécessaires ;

Le Ministère envisage, également, de renforcer les capacités du bureau des infrastructures scolaires (BISEM) et des capacités des directions provinciales en programmation et en suivi des infrastructures scolaires. Il est prévu de recruter ou de redéployer des spécialistes au niveau des DPE et dans certaines directions communales (un ingénieur en Génie civile ou en Bâtiment par DPE assisté par un ou plusieurs techniciens supérieurs du bâtiment qui seront affectés dans les communes qui affichent les besoins en constructions les plus importants et qui auront en plus à suivre les constructions dans les communes avoisinantes qui ne disposent pas d'un personnel spécialisé)

Par ailleurs, le Ministère a, dans un souci d'équité et en vue de garantir l'accès du plus grand nombre des enfants en âge d'être scolarisé à l'école fondamentale, introduit dans le plan type d'une école fondamental des rampes d'accès et des sièges WC dans au moins un box de latrine pour permettre l'accès aux enfants ayant des handicaps moteurs. Toutes les nouvelles constructions qui seront réalisées sur des terrains en pentes et toutes les réhabilitations seront mises aux normes pour permettre l'accès de ces enfants.

[1] Voir en annexe les différentes étapes et les responsables de leur mise en ouvre

Acteurs	Tâches
	Identification des sites et validation
Chargé carte scolaire (DPE/DCE)	Identifie les besoins de construction ou d'extension des écoles Communique les besoins au BPSE après validation par la DPE
BPSE	Valide la liste des écoles à construire ou à étendre Prépare la réunion de décision du comité FCE pour les constructions imputées au BAS/FCE
Comité FCE	Décide des écoles à construire ou à étendre pour le BAS/FCE
Ministre	Fixe par décision administrative la liste des écoles à construire ou à étendre en précisant le nombre de salles de classe, et les infrastructures d'accompagnement (bureau, latrines, magasin)
SP	Communique la liste des écoles à construire à chaque commune via la DPE
DPE	Informe la commune des écoles à construire
DPE	Prend attache avec l'administrateur communal pour vérifier la propriété publique du terrain
Commune	Prend attache avec l'antenne de l'aménagement du territoire (AAT) pour la vérification de la propriété publique du terrain
Antenne AT	Prépare l'attestation de possession publique
DGATPPF	Délivre l'attestation de possession publique du terrain
Commune	Transmet l'attestation à la DPE qui l'a transmet au BISEM
BISEM	Valide les sites de construction
	Etudes préliminaires
BISEM	Recrute le maître d'œuvre
BISEM	Commande la réalisation des études préliminaires au maître d'œuvre
MOE	Réalise l'étude d'implantation et la communique à la commune avec copie au BISEM
BISEM	Valide les sites de construction Transmet pour information son rapport de validation au SP
BISEM	Communique à la commune la liste des pièces à fournir pour la requête de financement
	Préparation et signature de la convention de financement
Commune	Elabore la requête de financement auprès du MEBSEMFPA
Ministère	Instruit la requête et prépare la convention de financement avec la commune
Commune	Signe la convention de financement
Ministère	Signe la convention de financement
Commune / DPE	Installe le comité local de suivi des travaux

Acteurs	Tâches
	Préparation et passation du marché
BISEM	Communique à la commune le DAO type pour la construction des salles de classe
MOE	Appuie la commune pour l'élaboration du dossier d'appel d'offre (ajustement du DAO type en fonction des résultats de l'étude préliminaire)
Commune	Prépare le DAO et finalise le DAO Transmet le DAO au BISEM
BISEM	Vérifie la conformité et la qualité d dossier d'appel d'offre Donne son avis de non objection avant le lancement du marché Communique l'avis de non objection à la commune Fait copie de l'avis au SP
Commune	Lance le marché Recueil les offres Procède à l'ouverture des offres Analyse et évalue les offres Communique l'analyse des offres et le projet de PV d'attribution au BISEM
MOE	Assiste la commune lors de l'ouverture des offres, leur évaluation et la rédaction de l'ensemble des actes du marché
BISEM	Emet un avis de non objection sur l'analyse des offres et la proposition d'attribution du marché Communique l'ANO à la commune
Commune	Prend en compte les observations éventuelles du BISEM Prépare le projet de contrat Transmet le projet de contrat au BISEM
BISEM	Donne son avis de non objection sur le projet de contrat Transmet l'ANO à la commune
Commune	Signe le contrat
Entrepreneur	Signe le contrat
Commune	Transmet une copie du contrat signé au SP
SP	Transmet la convention de financement et la copie du contrat signé à la DGF pour engagement de la subvention
DGF	Engage la totalité de la subvention Liquide et ordonnance le montant à transférer de la première tranche (30%)
Comptable (FIN)	Exécute le transfert (ordre de virement à la BRB)
	Lancement des travaux et maîtrise d'œuvre
Entre°	Dépose une caution de garantie forfaitaire de 10%
Commune	Paie 20% d'avance à l'entrepreneur Fait l'ordre de service pour le démarrage des travaux
Entreprise	Exécute les travaux Elabore les rapports de déroulement de travaux

Acteurs	Tâches
Urbanisme / Génie rural	Suit les travaux et le maître d'œuvre
Comité LST	Suit chaque semaine les travaux Fait un rapport de suivi communiqué au BISEM (original conservé à la commune et une copie à la DPE)
MOE	Fait une réunion de chantier par semaine Elabore les rapports de suivi Transmet les rapports à la commune et au BISEM
Commune	Prend connaissance des rapports du MOE Convoque le MOE pour des visites de chantier et contrôle des travaux Communique ses observations et recommandations aux MOE sur le contrôle des travaux Fait ses observations au BISEM sur le suivi des travaux par le maître d'œuvre
BISEM	Consulte les rapports du MOE et du comité local de suivi des travaux Convoque le MOE pour des visites de chantier Fait ses observations au maître d'œuvre sur la réalisation des travaux
Commune	Demande en fonction de l'avancée des travaux le versement de la seconde tranche de 40% de la subvention au MEBSEMFPA
Commune	Elabore le dossier de demande de subvention de la seconde tranche de 40% qui comprend • la demande de versement de la seconde tranche • les rapports et les factures de l'entrepreneur payées par la commune et justifiant de la consommation de l'avance de démarrage • les rapports du maître d'œuvre sur le déroulement des travaux • les rapports du comité local de suivi des travaux • les états et la justification des dépenses incluant les dépenses pour frais de maîtrise d'ouvrage • le relevé du compte de la subvention Transmet la demande au BISEM
BISEM	Donne son avis de non objection Transmet la demande à la DGF Ou Retourne la demande avec objection
DGF	Liquide et ordonnance la demande de transfert de la seconde tranche de 40%
Comptable	Paye le transfert (ordre de virement à la BRB)
Ces actions pour le déblocage de la seconde tranche sont reconduites pour le déblocage de la troisième et dernière tranche de la subvention de 30%	
	Réception provisoire du marché
Commune	Convoque le BISEM, le MOE, le comité local de suivi des travaux et l'entrepreneur pour la réception provisoire des travaux Fait la réception provisoire en listant les reprises de travaux à réaliser le cas échéant Dresse le procès-verbal de réception provisoire des travaux
Entreprise°	Exécute les travaux de reprise
MOE	Contrôle la reprise des travaux et fait son rapport à la commune
Urbanisme / Génie rural	Suit les travaux et le maître d'œuvre

Acteurs	Tâches
Commune	Convoque le BISEM, le comité local de suivi des travaux, le MOE et l'entrepreneur pour la réception définitive de l'école Réceptionne en listant les défauts résiduels ou malfaçons Evalue le préjudice et dégrève en conséquence le montant de la dernière tranche de paiement des travaux à l'entrepreneur Dresse le procès-verbal de réception définitive des travaux Arrête le montant de la dernière tranche à payer à l'entrepreneur Dresse le PV de réception définitive Transmet le PV de réception définitive à la DGF du MEBSEMFPA Lève le cas échéant la caution de bonne exécution
Commune	Elabore le rapport final de la construction de l'école ou des salles de classes comprenant • les états de dépenses et les pièces les justifiant • le relevé du compte de la subvention • les photos de l'ouvrage

ANNEXE 7.7 : TERMES DE REFERENCE POUR LA REVISION DES PROGRAMMES SCOLAIRES

Proposition de termes de référence pour la révision des programmes d'enseignement au Burundi.

1. Contexte.

Le PSDEF, dans sa version de 2012 et le CSLP 2 de 2012 exposent le contenu de la réforme de l'enseignement fondamental annoncée en 2010 et soutenue par les plus hautes autorités politiques du pays. Le PSDEF, appuyé sur un modèle de simulation économique et financière, en décrit les modalités d'applications et les conséquences en termes d'effectifs, de coûts, de constructions scolaires et de gestion des flux.

Cette réforme comprend la suppression des collèges, la suppression de la 10ème année en 2015, l'augmentation volontariste de la transition entre le 6ème et la 7ème année (jusqu'à 80 % à partir de 2018), la mobilisation d'enseignants polyvalents (D7) pour enseigner dans les nouvelles 7ème et 8ème années, avec deux enseignants par groupe pédagogique, ainsi que la création d'un examen de fin de 9ème année, cette année ne devant pas pouvoir être redoublée.

Les effectifs totaux du cycle vont passer d'environ 282 000 en 2010 à environ 418 000 en 2015, soit une augmentation de 48 %.

Parallèlement à cette réforme, les lycées pédagogiques seront supprimés en 2015 au profit des écoles normales.

Cette réforme a une ampleur et des conséquences considérables.

Remplaçant les collèges secondaires, le cycle 4 de l'enseignement fondamental a une nouvelle vocation. Il n'a plus pour principal objectif la préparation à l'entrée dans les lycées, il devient un cycle dont les finalités ont un sens par elles-mêmes puisque la plupart des enfants qui le fréquenteront n'auront pas vocation à poursuivre leur scolarité au-delà.[2]

L'enseignement fondamental est conçu comme un cycle sans rupture. Les nouveaux programmes doivent constituer une continuité de la première à la neuvième année, dans les contenus comme dans les méthodes. Cette réforme donne donc l'occasion d'une révision des programmes des trois premiers cycles (les six premières années), qui doit être menée en même temps que la révision concernant le cycle 4, et qui permettra de procéder aux allègements que tous les acteurs jugent aujourd'hui nécessaires.

[2] Voir Bernard (J.-M) et Robert (F), *Nouveaux enjeux pour l'école moyenne en Afrique*, De Boeck, 2005.

Les programmes de l'enseignement secondaire devront également faire l'objet de révision, puisque les collèges et la 10ème année sont supprimés, et que le profil des sortants de 9ème année va être modifié.

2. Objectifs et résultat final.

Les travaux de révision ou refonte des programmes doivent aboutir à :

- la publication d'un texte réglementaire définissant les modalités de l'examen de fin de 9ème année, les profils recherchés (a) pour la validation des acquis du cycle fondamental ;(b) pour l'admission dans l'enseignement secondaire, les disciplines concernées par l'examen et leur poids respectif, la place éventuelle du contrôle continu dans l'évaluation terminale ; (c) des modalités d'accès à l'enseignement post fondamental professionnelle (filières de formation, disciplines/modules, durée ou périodicité)
- la disponibilité de programmes réglementaires et d'instructions aux enseignants pour l'ensemble des neuf années du cycle fondamental (disciplines, langues d'enseignement, horaires, contenus, modalités d'évaluation en cours de cycle, principales orientations de méthode pédagogique) ;
- disponibilité des programmes pour l'enseignement post fondamental professionnel ou fondamental (CEM, CFP, CFA) ;
- la disponibilité de programmes réglementaires et d'instructions aux enseignants pour l'enseignement secondaire et pédagogique (disciplines, langues d'enseignement, horaires, contenus, modalités d'évaluation en cours de cycle, principales orientations de méthode pédagogique) ;
- des termes de référence précis, pour chaque cycle et chaque discipline, pour les manuels, guides du maître et autres matériels didactiques ;
- des termes de référence précis pour les actions de formation continue des enseignants dont le besoin est généré par la révision des programmes ;
- des termes de référence précis pour les actions de communication vers le grand public, nécessitées par la mise en place des nouveaux programmes.

3. Approche

3.1. Bases d'information et déroulement des travaux de révision.

3.1.1. Bases d'information.

La pertinence des nouveaux programmes dépend de la prise en compte, au moment de leur rédaction, de préoccupations de plusieurs ordres :

a) Les nouveaux profils de scolarité des enfants. L'objectif le plus élevé de la réforme est de parvenir à une bonne rétention tout au long du cycle fondamental jusqu'à la fin de la 9ème année, un taux d'achèvement du cycle 3 à 100 % et du cycle 4 à 82 %, puis une régulation des flux vers l'enseignement secondaire général et pédagogique, le taux brut d'accès à l'ensemble du post-fondamental devant atteindre mais non dépasser 27 % en fin de période. Ces profils de scolarité souhaités ont comme conséquence une évolution des finalités de l'enseignement fondamental, spécialement de son dernier cycle. Les besoins et

les attentes liés à l'insertion sociale, économique et professionnelle des jeunes sortant du cycle fondamental devront donc faire l'objet d'une analyse documentée et inspirer les travaux de rédaction des nouveaux programmes. De la même façon, le développement de l'offre de formation professionnelle indique la nécessité d'intégrer cette possibilité d'orientations dans les programmes du fondamental.

b) Les modalités de l'examen de fin de 9ème année. Cet examen occupe une place critique dans la régulation du système, ses modalités d'organisation et les profils qu'il définit commandent le développement des programmes rénovés du cycle fondamental et de ceux du cycle secondaire général et pédagogique, le secondaire technique disposant de programme nouveau mis en application en 2008.

c) La question des langues. On sait aujourd'hui que la question des langues enseignées et des langues d'enseignement pose un problème au système éducatif et qu'il est à l'origine de difficultés que les enfants rencontrent au cours de leurs apprentissages, soit qu'ils maîtrisent mal la langue d'enseignement soit que l'enseignant éprouve lui-même des difficultés.[3] Les exigences linguistiques qu'impliquent chacun des programmes d'enseignement doivent donc être relevées et explicitées, de façon à ce que les programmes d'enseignement des langues dans les années antérieures donnent une garantie suffisante de maîtrise de ces compétences par les enfants. Un test de niveau de langue française des enseignants doit avoir lieu en 2012, ses conclusions seront intégrées aux informations nécessaires à la réécriture des programmes.

d) Les profils des enseignants. Ce profil va être modifié pour les 7ème et 8ème années, la conséquence de la polyvalence élargie de ces enseignants devra être un des éléments de détermination des contenus et des approches des programmes de ces années-là.

3.1.2. Déroulement des travaux.

La première étape chronologique est la détermination des modalités de l'examen de fin de 9ème année, des profils que l'on souhaite atteindre à la fois pour les jeunes appelés à poursuivre leurs études dans le secondaire et pour ceux qui ne le sont pas.

L'ensemble des programmes de l'école fondamentale doit être traité en bloc de façon à garantir la continuité des apprentissages tout le long des neuf années.

Les équipes de rédaction auront soin de compléter leur information en tant que de besoin sur les attentes liées à l'insertion des jeunes, les questions linguistiques, les expériences menées à l'étranger dans des contextes comparables ou les développements récents des sciences de l'éducation et les didactiques. Il leur appartient dans ce cas de rédiger les termes de référence des appuis qu'ils sollicitent et d'en suivre la mise en place et le financement.

[3] Voir *Evaluation des compétences fondamentales de lecture au Burundi* (EGRA), septembre 2011 (PARSEB).

Il leur appartient également de soumettre leurs projets, avant validation finale, à des enseignants de terrain, et, éventuellement, de mener des expérimentations dans des écoles choisies à cet effet.

Il leur appartient enfin de proposer à la commission de pilotage des drafts de termes de référence pour les manuels, guides du maître et matériels didactiques, pour les actions de formation continue des enseignants dont la nécessité apparaîtra au cours de la rédaction des nouveaux programmes et pour les actions de communication dont la mise en œuvre de la réforme a besoin de s'accompagner.

3.2. Pilotage

Une commission a été désignée en mai 2012 pour exercer un suivi spécifique des travaux de révision des programmes scolaires. Cette commission comprend des représentants des bureaux pédagogiques, de l'inspection générale, du bureau de la planification, du bureau de l'évaluation et des ordres d'enseignement. Elle rapportera au Secrétaire Permanent.

Cette commission aura la tâche de veiller au suivi des présents termes de référence, de veiller à ce que les équipes de rédaction disposent de toutes les informations nécessaires à leurs travaux ou qu'elles aient déclenché à temps les appuis techniques dont elles ont besoin pour les compléter, d'alerter le cas échéant le Secrétaire Permanent sur les difficultés rencontrées ou les retards constatés. Elle préparera un rapport annuel sur la question pour la revue sectorielle, ainsi que les validations successives des différents documents.

4. Calendrier indicatif.

La rentrée 2015 est la date butoir pour la mise en application effective des nouveaux programmes dans l'enseignement fondamental et secondaire.

Décembre 2013 apparaît alors comme la date limite pour l'écriture des programmes, le premier semestre de 2014 étant consacré aux expérimentations et validations, ainsi qu'à la préparation des outils didactiques et des formations, puis l'année 2014-2015 à l'acquisition et la distribution de ces matériels ainsi qu'à la réalisation des formations correspondantes et des activités de communication.

Janvier 2013 peut voir le démarrage des travaux d'écriture par les équipes de rédaction.

Le second semestre de 2012 peut alors être consacré (i) à la détermination des modalités de l'examen de fin de 9ème année et (ii) à la détermination et à la rédaction des termes de référence des appuis techniques ou des études ou enquêtes spécifiques dont les équipes auront besoin pour la rédaction.

ANNEXE 7.8 : REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

	Intitulé du document	date	Auteurs/bailleurs	pages
1	Etude sur les obstacles à la scolarisation des filles au Burundi, Rapport définitif, Pierre Claver SEBEREGE	janv-03	MINEDUC/UNICEF/FAWE	94
2	Identification des stéréotypes de genre existant dans l'environnement de l'école primaire, Pierre Claver SINZINKAYO	déc-03	Gouvernement du Burundi/UNICEF	73
3	Etude sur la problématique des grossesses en cours de scolarité au Burundi, Rapport définitif, Nicéphore NDIMURUKUNDO	janv-06	FAWE/BURUNDI, FNUAP	74
4	Identification et enquête socio-comportementale auprès des femmes à partenaires multiples, à Bujumbura et à Ngozi (Tharcisse NDARUGIRIRE)	févr-06	FAWE/BURUNDI	58
5	Etude de la problématique de l'éducation des filles vulnérables au Burundi, cas des provinces de Karusi, Kayanza et Muramvya	août-06	FAWE/BURUNDI	33
6	La Régie des Œuvres Universitaires, les services sociaux aux étudiants et le patrimoine de l'université du Burundi	2008	MESRS/COOP. FRANCAISE	67
7	Audit sur le genre dans le secteur de l'Education au Burundi, (Anna P. OBURA)	2009	UNICEF/ESARO	163
8	La formation des enseignants de l'enseignement secondaire général et technique : version finale (Antime MIVUBA)	janv-08	MESRS/COOP FRANCAISE	142
9	Etude sur les personnels de l'enseignement supérieur public (Pr. Charles NDITIJE)	janv-08	MESRS/COOP. FRANCAISE	90
10	Etude sur les établissements privés d'enseignement supérieur du Burundi (Pr Gilbert MIDENDE)	févr-08	MESRS/COOP. FRANCAISE	64
11	Orientations générales de l'enseignement supérieur au Burundi (Pr Joseph NDAYISABA)	févr-08	MESRS/COOP. FRANCAISE	92
12	Etudes préparatoires à la mission d'audit de l'enseignement supérieur au Burundi, étude sur l'université du Burundi (Evariste NGAYIMPENDA)	févr-08	MESRS/COOP. FRANCAISE	71
13	Projet de Livre blanc sur l'Enseignement supérieur, Mieux former pour reconstruire	nov-08	MESRS/COOP. FRANCAISE	75
14	DOCUMENT DE POLITIQUE NATIONALE DE DECENTRALISATION DU BURUNDI	févr-09	Ministère de la Décentralisation et du Développement Communal	92
15	Etude sur la scolarisation des enfants rapatriés et expulsés de la province de Muyinga et Bururi (Théodora NISABWE , Elodie DERAIN	avr-09	MEPS	
16	La formation des enseignants du secondaire : Résultats de l'enquête auprès de partenaires, (Pascal MUKENE)	mai-09	PARES/Université du Burundi	66
17	Politique nationale d'éducation des filles, document final	juil-09	REPUBLIQUE DU BURUNDI	38
18	Politique nationale d'éducation des filles (annexes)	juil-09	REPUBLIQUE DU BURUNDI	11

	Intitulé du document	date	Auteurs/bailleurs	pages
19	Politique nationale d'enseignement des métiers et de formation professionnelle	2009	Ministère de l'enseignement des métiers et de la formation professionnelle	41
20	La qualité de l'éducation : défi de l'achèvement de l'enseignement primaire en 2015, rapport final (Antime MIVUBA)	févr-10	BAFASHEBIGE/ANCEFA (African network campaign on education for all)	106
21	Evaluation nationale des acquis, élaboration et validation d'un test (Marc-André NADEAU	févr-10	MEBSEMFPA/PARSEB-EI	
22	Etude de diagnostic du système de formation des enseignants de l'enseignement primaire, secondaire et technique et de la formation professionnelle au Burundi (Joëlle BONNET et Joseph NDAYISABA)	mai-10	CTB/Institutions et Développement (I&D)	104
23	Les grands défis de l'examen d'Etat dans le système éducatif burundais +Annexe (Pascal MUKENE et Alain BURLAUD)	juin-10	MESRS/PARES	73
24	Plan stratégique pour la science, la technologie et la recherche (PSSTR) ((Dr Ir Pascal KAKANA, Dr Elias BIZURU)	juil-10	MESRS	106
25	Etude sur le financement des Orphelins et enfants vulnérables (Antime MIVUBA)	juil-10	CRS/CARE INTERNATIONAL	153
26	Rapport PASEC Burundi	sept-10	MEBSEMFPA/CONFEMEN	164
27	Evaluation des acquis des élèves, RAPPORT (Marc André NADEAU)	oct-10	MEBSEMFPA/PARSEB-EI	43
28	Rapport d'analyse du curriculum du Burundi (Gérald GUIMONT)	oct-10	MEBSEMFPA/PARSEB-EI	25
29	Inspection pédagogique, état des lieux	oct-10	MEBSEMFPA/PARSEB-EI	40
30	Management, rapport de mission + 11 annexes (Denis MASSÉ)	oct-10	MEBSEMFPA/PARSEB-EI	40
31	Rapport de mission : Réduction des redoublements, (Lynda T SIMARD)	oct-10	MEBSEMFPA/PARSEB-EI	71
32	Evaluation nationale des acquis: un cadre de références (Marc-André NADEAU)	déc-10	MEBSEMFPA/PARSEB-EI	33
33	Rapport de l'évaluation diagnostique des élèves de début de 3ème année de l'enseignement primaire (Document 1) (Commission nationale d'évaluation du Système éducatif burundais, dispositif Qualité/gestion)	janv-11	MEBSEMFPA-2010/2011	47
34	Analyse de l'état des lieux du financement de l'éducation par le Gouvernement et les communautés locales au cours de la période 2005-2010, Cas de la province scolaire de Muyinga (Joseph NDAYISABA)	Déc-10	OAG	114
35	Manuel de procédures du fond commun de l'éducation,	déc -10	MEBSEMFPA/MESRS/Ministère des Finances	55
36	Résultats de l'évaluation diagnostique des élèves de début de 3ème année de l'enseignement primaire, Document réalisé à l'attention des Inspecteurs provinciaux et communaux, Elément pour des activités de remédiation : (Document 2) (Commission nationale d'évaluation du Système éducatif burundais, dispositif Qualité/gestion)	janv-11	MEBSEMFPA	48

	Intitulé du document	date	Auteurs/bailleurs	pages
37	Etat des lieux portant sur la formation continue des enseignant(e)s du primaire au Burundi	janv-11	MEBSEMFPA/PARSEB-EI	38
38	Rapport de mission, composante 820 (inspection pédagogique) (Louise Lafontaine)	févr-11	MEBSEMFPA/PARSEB-EI	31
39	Revue sectorielle conjointe de l'éducation, Aide-mémoire conjointe	févr-11	MEBSEMFPA/MESRS/PTF	14
40	Analyse de l'état des lieux du financement de l'éducation secondaire général et technique au Burundi au cours de la période 2005-2010 : cas de la province Karuzi, (Ndayisaba Joseph)	mars-11	OAG	
41	Rapport d'évaluation des capacités et Plan de renforcement des capacités (Margaret RIOUX-DOLAN)	mars-11	MEBSEMFPA/PARSEB-EI	31
42	L'évaluation des performances des établissements en fonction des ressources allouées. Un pas vers l'amélioration de la gestion dans l'Enseignement Primaire (Document 3) Commission nationale d'évaluation du Système éducatif burundais, dispositif Qualité/gestion)	avr-11	MEBSEMFPA	52
43	La déperdition scolaire à l'école primaire au Burundi (Neema NDAYISHIMIYE& Lynda T. SIMARD)	mai-11	MEBSEMFPA/PARSEB -EI/UNICEF	164
44	Politique nationale de la recherche scientifique et de l'innovation technologique	juin-11	MESRS	61
45	Qualité des apprentissages/Gestion des écoles, Etude réalisée durant l'année scolaire 2010/2011 (Document synthèse) Commission nationale d'évaluation du Système éducatif burundais, dispositif Qualité/gestion)	juin-11	MEBSEMFPA	32
46	La déperdition scolaire à l'école primaire au Burundi (Neema NDAYISHIMIYE, Lynda SIMARD)	juin-11	UNICEF-PARSEB	132
47	Vision Burundi 2025	juin-11	Ministère du plan et du développement communal/PNUD	104
48	Etude sur les pratiques d'enseignement discriminatoires y compris les violences basées sur le genre et le VIH/SIDA à l'école primaire	juin-11	FAWE/BURUNDI-UNICEF	59
49	Evaluation des compétences fondamentales en lecture au Burundi (EGRA) (Pierre VARLY, Maurice MAZUNYA)	sept-11	PARSEB/SOFRECO	76
50	Proposition de plan d'action et calendrier de révision/réforme du curriculum au primaire (Margaret Rioux-Dolan)	sept-11	MEBSEMFPA/PARSEB-EI	56
51	L'inspection pédagogique, Rapport final, Louise LAFONTAINE	oct-11	MEBSEMFPA/PARSEB-EI	131
52	Instruments d'accompagnement et de suivi des enseignants de l'éducation de base (Louise Lafontaine)	oct-11	MEBSEMFPA/PARSEB-EI	64
53	Plan d'action pour la réduction des redoublements et des abandons scolaires, (Lynda T Simard)	oct-11	MEBSEMFPA/PARSEB-EI	54

	Intitulé du document	date	Auteurs/bailleurs	pages
54	Réduction du redoublement à l'école primaire: Pistes d'activités de communication pour une campagne de sensibilisation	oct-11	MEBSEMFPA/PARSEB-EI	39
55	Note d'orientation de politique en éducation (Remes NDIP)	nov-11	MEBSEMFPA/REFES	89
56	L'impact de la gratuité de l'enseignement primaire (Neema NDAYISHIMIYE)	nov-11	MEBSEMFPA/REFES	57
57	Ecole et langues nationales au Burundi - ELAN-Burundi, plan d'actions, Draft	déc-11	MEBSEMFPA	38
58	Le Cadre Stratégique de Croissance et de Lutte contre la Pauvreté" 2ème génération CSLP II.	déc-11	REPUBLIQUE DU BURUNDI	158
59	ELAN Burundi plan d'action	déc-11	MEBSEMFPA	38
60	Analyse de la question enseignante au Burundi, Diagnostic et Perspectives pour le Renforcement des Capacités du Système éducatif	mai-12	UNESCO/UB (FPSE)/CRIDIS	197
61	Guide pratique des écoles secondaires à section pédagogiques pour l'encadrement des stages	mai-12	MEBSEMFPA	67
62	Proposition de stratégie nationale de la formation continue des instituteurs du primaire au Burundi	mai-12	MEBSEMFPA/AUF/IFADEM	105
63	Document de stratégie équité genre en éducation, Draft	mai-12	REPUBLIQUE DU BURUNDI /FAWE	75
64	Etude sur les modalités de construction de salles de classes au Burundi dans le cadre de la préparation du Programme Sectoriel de Développement de l'Education et de la Formation (Philippe Pogarsky)	mai-12	AFD	34
65	La réintégration socio-scolaire des jeunes rapatriés au Burundi, Etude d'impact et des leçons apprises	mai-12	RET	24
66	Evaluation des compétences fondamentales en lecture au Burundi (EGRA) (Pierre VARLY, Maurice MAZUNYA) draft	juin-12	PARSEB/SOFRECO	121
67	Plan d'actions prioritaires et cadre de dépenses à moyen terme (PAP-CDMT) 2012-2016	juin-12	MEBSEMFPA	22